



RAPPORT ANNUEL

2013-2014

TABLE DES MATIÈRES

LE MOT DU PRÉSIDENT	5
LA CONFÉRENCE.....	6
MANDATS ET RESPONSABILITÉS.....	6
TERRITOIRE ET POPULATION'	7
PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT.....	7
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.....	8
PÊCHES ET AQUACULTURE.....	8
AGROALIMENTAIRE.....	9
INNOVATION.....	9
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	11
CULTURE.....	11
TOURISME DURABLE.....	13
ENTREPRENEURIAT	14
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX.....	14
DÉVELOPPEMENT SOCIAL.....	15
STRATÉGIE D'ÉTABLISSEMENT DURABLE	15
LUTTE À LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE	16
ÉDUCATION.....	18
CONDITIONS DE VIE DES AÎNÉS	18
ÉCONOMIE SOCIALE.....	19
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX.....	19
INFRASTRUCTURES ET SERVICES PUBLICS.....	20
TRANSPORT.....	20
ASSURANCE-EMPLOI.....	21
MAINTIEN DES ÉCOLES DE VILLAGE.....	21
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX.....	21
RESSOURCES NATURELLES ET TERRITOIRE	22
FORÊT	22
FAUNE.....	23
RÉCRÉOTOURISME ET VILLÉGIATURE.....	23
HYDROCARBURES	24
ÉOLIEN	25
AIRES PROTÉGÉES	25
CHEMINS MULTIUSAGES	25
TABLES DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES ET DU TERRITOIRE	26
FORUM INTERSECTORIEL DES RESSOURCES ET DU TERRITOIRE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE.....	26
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX.....	27

JEUNESSE.....	28
COORDINATION DE PROJETS SPÉCIFIQUES/MISE EN ŒUVRE D' ACTIONS	28
PRODUCTION DE PUBLICATIONS, PORTRAITS, ÉTUDES, MÉMOIRES, PLANS, ETC.....	29
ORGANISATION D'ACTIVITÉS DE CONCERTATION/CONSULTATION.....	29
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX.....	30
SOUTIEN FINANCIER	30
COMMUNICATION ET MARKETING.....	32
ENTENTES SPÉCIFIQUES DE PARTENARIAT ET DE COLLABORATION	34
FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL.....	45
LISTE DES ENGAGEMENTS DU FDR 2013-2014.....	45
LES MEMBRES.....	50
LE BUREAU DE DIRECTION	50
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	50
LE PERSONNEL.....	51

LE MOT DU PRÉSIDENT



La région a connu une année remplie de bouleversements. Ce climat d'instabilité, plutôt que nous diviser, a au contraire eu pour effet de nous mobiliser davantage autour des éléments essentiels au développement de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

En novembre, nous apprenions le décès de Bertrand Berger, qui se vouait depuis 10 ans au poste de président-fondateur de la Conférence. Leader du développement régional, Bertrand Berger a été un modèle de persévérance et de volonté pour plusieurs, un collègue exemplaire et un ami pour beaucoup. En plus de son apport sans équivoque à des projets stratégiques et ses nombreuses batailles qui ont laissé des traces dans le paysage régional, ses expressions colorées et son panache resteront immanquablement dans nos mémoires.

En décembre, mon arrivée à la présidence de la CRÉ a occasionné quelques changements, notamment en ce qui concerne le rôle du bureau de direction. En effet, le vice-président, le secrétaire-trésorier et le directeur général constituent une équipe soudée sur qui je peux compter. Les autres membres du conseil d'administration ont été appelés à travailler plus étroitement avec nous. Ils ont chacun leurs forces, leurs compétences et leurs intérêts. Je veux profiter de toutes ces qualités pour qu'ensemble, nous propulsons la région en avant. De plus, nous allons tenter de collaborer de plus en plus activement avec le palier supralocal, principalement avec les MRC et les CLD.

Pour la deuxième fois en quatre ans, nous avons connu une diminution marquée du Fonds de développement régional. En Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, elle s'est concrétisée par la coupe du quart de notre budget, soit un million de dollars. Ça a été l'occasion de nous rallier derrière un même message : le pallier régional est d'une importance capitale. Avec son rôle de concertation et de développement, la CRÉ se positionne comme une instance incontournable en la matière.

Il est maintenant primordial que le gouvernement prenne des orientations claires quant aux rôles des CRÉ, en leur offrant les moyens d'accomplir efficacement leurs mandats.

Pour faire face aux défis des prochaines années en développement économique, en lutte à la pauvreté et à la dévitalisation et dans la mise à jour des infrastructures régionales, par exemple, les acteurs régionaux devront continuer de se mobiliser sur les dossiers porteur d'avenir. Nos enfants, nos petits-enfants et leurs descendants pourront ainsi continuer de jouir du même privilège que nous avons de vivre dans une région aussi magnifique et pleine de potentiel!

DANIEL CÔTÉ

LA CONFÉRENCE

La Conférence régionale des élus Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a été mise en place le 23 mars 2004. Elle est alors devenue, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocutrice privilégiée du gouvernement en matière de développement régional. La Conférence est une instance de concertation et de planification composée à la base d'élus municipaux qui s'adjoignent des représentants des divers secteurs socioéconomiques. Elle est régie par la **Loi sur le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire**.

MANDATS ET RESPONSABILITÉS

La Conférence a comme principal mandat de faire valoir les intérêts de la région auprès du gouvernement québécois et de lui donner des avis pour le développement régional.

Notre mission :

Mobiliser

Le secret du développement régional, c'est la concertation. Des activités sont donc organisées pour connaître les préoccupations des élus, des acteurs de développement et de la population. Ainsi, ces espaces de discussions peuvent prendre différentes formes (table sectorielle, tournée de consultation, forum, etc.) et permettre de mieux orienter les actions de la Conférence.

Soutenir

La Conférence peut faire une différence dans le développement social, culturel et économique de la région en accompagnant ou en finançant des organismes et des projets porteurs. En plus du Fonds de développement régional, des ententes de partenariat avec des ministères ou des organismes permettent la mise en place d'autres moyens de financement dans des secteurs jugés prioritaires.

Développer

La Conférence se démarque par les projets novateurs qu'elle met en œuvre et qui font progresser la région. Ce côté créatif se reflète dans des dossiers comme la mise en place d'un réseau de transport collectif régional, la plus grande disponibilité du réseau Internet haute vitesse et de la téléphonie mobile, ainsi que la mise en place de la Société du chemin de fer de la Gaspésie pour se réapproprier le tronçon Matapédia-Gaspé.



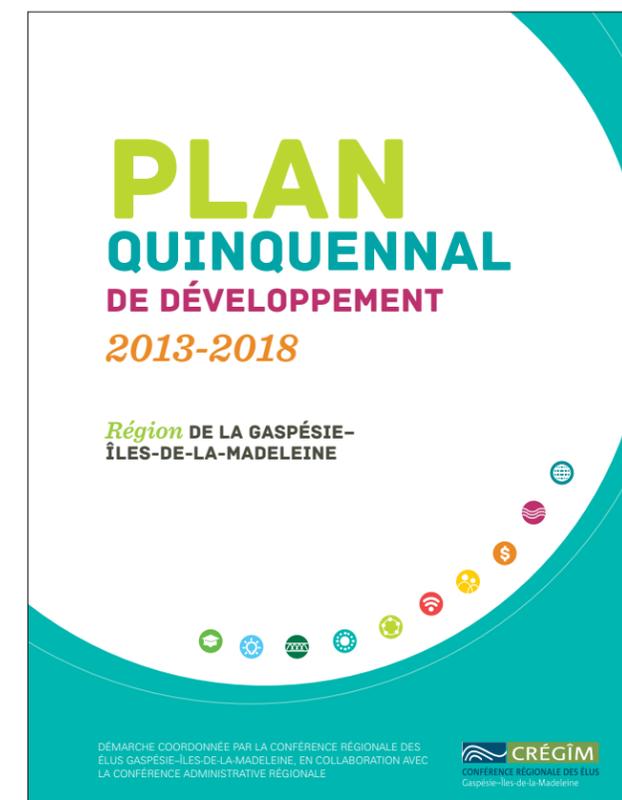
TERRITOIRE ET POPULATION¹

La région administrative de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est reconnue depuis le 22 décembre 1987. Elle se compose de deux ensembles physiographiques : la péninsule gaspésienne (20 069 km²) et l'archipel des Îles-de-la-Madeleine (203 km²). L'ensemble du territoire s'avance dans les eaux du golfe du Saint-Laurent à l'extrémité est du Québec. Ce vaste territoire possède un relief accidenté à l'intérieur des terres dont la plus grande partie, 80 %, est recouverte d'une forêt à dominance de conifères. Les bons sols occupent les basses terres situées le long du littoral et des vallées fluviales. Le sous-sol renferme des gisements de divers minéraux. Les activités prédominantes de la région se retrouvent dans les secteurs des pêches, de la forêt, du tourisme et, plus récemment, de l'éolien.

La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine compte quarante-deux municipalités locales, sept territoires non organisés, deux réserves et une communauté amérindienne micmaque. Elle comprend cinq municipalités régionales de comté (MRC) et deux municipalités hors MRC (les Îles-de-la-Madeleine et Grosse-Île). À l'exception de quelques villages, la population de 93 284 habitants (2013) est dispersée le long du littoral. Les principales causes de cette dispersion sont la configuration géographique de la péninsule, la nature des potentiels biophysiques et de leurs différents types de mise en valeur. La majorité des localités comptent moins de 5 000 habitants. La région est caractérisée par une multitude de centres de petite taille et par un réseau de transports très étendu par rapport à la population à desservir.

PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT

La Conférence poursuit ses efforts de mobilisation envers les priorités du **Plan quinquennal de développement 2013-2018**. Un rassemblement de 150 partenaires s'est tenu en octobre pour présenter le Plan et pour susciter sa mise en œuvre. Pour chacune des priorités, il est possible de voir quels sont les intervenants qui se sont affirmés comme acteurs de première ligne ou comme partenaires pouvant offrir un soutien ponctuel (<http://cregim.net/PQD/>). De plus, la Conférence régionale des élus s'affaire à mettre sur pied un Réseau de veille en développement régional qui mettra à contribution une quarantaine d'experts pour la production de différentes chroniques.



1. La Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ainsi que ses municipalités régionales de comté (MRC) et territoire équivalent (TE), (http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/region_11/region_11_00.htm). Institut de la statistique du Québec.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

PÊCHES ET AQUACULTURE

Afin de contribuer à l'établissement d'un modèle de pêche durable, la Conférence a accru ses interventions dans le secteur des pêches et de l'aquaculture en agissant plus spécifiquement sur deux volets : la concertation entre les acteurs et le soutien au secteur. Plus précisément, la commercialisation, la main-d'œuvre et l'innovation constituent les axes d'intervention qui ont été privilégiés. La Conférence a accompagné la Table des pêches maritimes dans la réflexion entourant l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (ÉPAQ). Elle a participé à l'élaboration du plan stratégique de développement de la mariculture du Québec 2013-2018 et à la réflexion entourant l'avenir de la Société de développement de l'industrie maricole inc. (SODIM). Enfin, la Conférence a participé, en tant que membre du comité organisateur, à la réalisation du Congrès pêche et innovation, qui a eu lieu en février dernier.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

CRÉNEAU ACCORD RESSOURCES, SCIENCES ET TECHNOLOGIES MARINES 2012-2015 **(16 430 \$)**

PROGRAMME DE MISSION AU SALON DE LA FILIÈRE PÊCHE INTECHMER – ACPG INNOVATIONS **(2 500 \$)**

COSMARINE : INGRÉDIENTS ET COSMÉTIQUES MARINS (APPUI – FFQCD) – CENTRE DE RECHERCHE SUR LES BIOTECHNOLOGIES MARINES **(1 000 \$)**

CONGRÈS PÊCHE ET INNOVATION – ASSOCIATION DES CAPITAINES-PROPRIÉTAIRES DE LA GASPÉSIE **(15 074 \$)**

PROJET D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE EN INFORMATISATION ET EN COMMUNICATION DANS LE DOMAINE DES PÊCHES – REGROUPEMENT DES PÊCHEURS PROFESSIONNELS DU SUD DE LA GASPÉSIE **(25 000 \$)**

ÉCOCERTIFICATION ET TRAÇABILITÉ DE LA PÊCHERIE AU HOMARD EN GASPÉSIE SELON LE RÉFÉRENTIEL ENVIRONNEMENTAL DU MSC – REGROUPEMENT DES PÊCHEURS PROFESSIONNELS DU SUD DE LA GASPÉSIE **(35 700 \$)**

INTERVENTION ET SENSIBILISATION POUR LUTTER CONTRE LES ESPÈCES ENVAHISSANTES AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE – COMITÉ ZIP DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE **(5 000 \$)**

ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE COMMUNICATION SECTORIELLE POUR L'INDUSTRIE MARICOLE QUÉBÉCOISE – TABLE MARICOLE DU QUÉBEC **(15 000 \$)**

ATELIER DE TRANSFERT EN MARICULTURE – CENTRE D'INNOVATION DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES DU QUÉBEC MERINOV **(15 000 \$)**

ÉVALUATION DE L'UTILISATION DES APPÂTS TRADITIONNELS DANS LES PÊCHERIES COMMERCIALES DE CRABES DES NEIGES – MERINOV **(6 633 \$)**

MISE À L'ÉCHELLE INDUSTRIELLE DES TECHNIQUES D'ÉCLOSERIE ET DE NURSERY DE LAMINAIRES – MERINOV **(5 676 \$)**

ÉCOLE DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE DU QUÉBEC **(25 000 \$)**

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MARICOLE (SODIM) **(50 000 \$)**

AGROALIMENTAIRE

La Conférence a conclu avec le ministère de l'Alimentation, des Pêcheries et de l'Agriculture (MAPAQ) et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) une entente spécifique visant le développement du secteur agroalimentaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Le nouveau programme 2013-2016 est pourvu d'une enveloppe de 1,3 M\$ et vise à assurer la pérennité de ce secteur et des entreprises qu'il regroupe dans une perspective de développement durable. Il comporte trois volets :

- Le développement de la rentabilité et de la pérennité des entreprises;
- Le soutien à l'établissement de la relève;
- Le soutien aux nouveaux modèles d'entreprises.

D'autre part, les organismes de la région qui favorisent la production et la mise en marché des produits du terroir ont continué d'être soutenus dans leurs actions.

INNOVATION

Les nombreux intervenants socioéconomiques ayant participé au Forum recherche et innovation, tenu à Gaspé à l'automne 2012, ont conclu à la nécessité pour la région de se doter d'une stratégie régionale sur la recherche et l'innovation. La mise en œuvre de cette stratégie d'intervention aura entre autres pour effet de stimuler le rayonnement de nos centres d'innovation régionaux, soit le Technocentre des technologies de l'information Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Centre d'innovation de l'aquaculture et des pêches du Québec (MERINOV), le Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM), le Consortium en foresterie Gaspésie-Les-Îles, le Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD), le TechnoCentre éolien et le Cégep de la Gaspésie et des Îles.

Comme première étape menant à l'élaboration d'une stratégie d'intervention en innovation, la Conférence s'est concentrée sur la préparation d'un événement d'innovation collaborative, « Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine en mode solutions », qui s'est tenu à Carleton en avril 2014. En assurant la coordination régionale du projet, aux côtés de la Chambre de commerce Baie-des-Chaleurs, la Conférence s'est assurée de constituer un comité-conseil formé d'une trentaine d'intervenants issus d'organismes et de ministères à vocation économique. L'événement, qui a réuni près de 150 participants et d'une vingtaine de centres de recherche et d'expertise de la région et du Québec, avait comme objectif de favoriser la résolution de problèmes soulevés par dix entreprises de la région, en utilisant les principes de l'innovation ouverte. C'est en vertu de ce principe très concret de l'innovation par les « usages » que la Conférence compte, en 2014-2015, inviter ses partenaires locaux et régionaux à se concerter autour de chantiers d'intervention en innovation et en recherche.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

ENTENTE SPÉCIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE **(150 000 \$)**

LE BON GOÛT FRAIS DES ÎLES **(18 000 \$)**

GASPÉSIE GOURMANDE **(18 000 \$)**

FÉDÉRATION DE L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE LA GASPÉSIE-LES ÎLES **(10 000 \$)**

TABLE DE CONCERTATION BIOALIMENTAIRE DE LA GASPÉSIE **(29 000 \$)**

PRODUIRE LA SANTÉ ENSEMBLE **(20 000 \$)**

INNOVATION (SUITE)

En parallèle, le Service d'accompagnement rapproché en entreprise, axé sur l'innovation - **INNOVARE** a accompagné quatre entreprises présentant un fort potentiel de croissance, de développement et d'innovation. Ce service aux entreprises œuvre dans les secteurs de l'éolien, du récrétotourisme, du bioalimentaire, des ressources, sciences et technologies marines et des autres secteurs manufacturiers et tertiaires moteurs. À ce stade-ci, l'ensemble des MRC de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine ont été visitées soit par un représentant d'INNOVARE auprès de PME ou encore par des rencontres avec certains acteurs du développement économique.



Les interventions d'**INNOVARE** sont diversifiées, nonobstant la dimension des entreprises qui ont été et seront accompagnées. En effet, ont été abordés des enjeux tels que la propriété intellectuelle, les démarches novatrices en mise en marché et l'établissement de liens privilégiés avec des intervenants de premier plan en innovation tels que le Conseil national de recherches du Canada (CNRC), l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC), l'Institut de technologie des emballages et du génie alimentaire (ITEGA) et FPInnovations, pour ne nommer que ceux-là. Mentionnons aussi le soutien dans le suivi administratif de demandes d'aides financières faites par des PME. Innovare s'est aussi assuré d'une collaboration étroite avec les Centres locaux de développement (CLD) du territoire, collaboration importante pour l'atteinte des résultats mentionnés ci-dessus.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN PLACE DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT RAPPROCHÉ AUX ENTREPRISES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (INNOVARE) **(75 000 \$)**

SOUTIEN À LA RECHERCHE EN GÎM – UQAR **(120 000 \$)**

GÎM EN MODE SOLUTIONS – CHAMBRE DE COMMERCE BAIE-DES-CHALEURS **(10 000 \$)**

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS

La mise en œuvre du **plan numérique** s'est amorcée en 2013-2014. La Conférence a poursuivi sa collaboration avec le Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations, au moyen des technologies de l'information et de la communication (CEFRIO). Il met à la disposition du plan numérique son expertise en matière de technologie de l'information et des communications afin de déterminer les actions les plus stratégiques à mettre en place. La collaboration du comité d'orientation, composé de plusieurs acteurs de la région, se poursuit également. Parmi eux, on retrouve notamment le Technocentre des technologies de l'information et des communications, dont la mission est de promouvoir l'émergence des TIC dans la région, l'implantation d'entreprises spécialisées et l'accompagnement d'institutions d'enseignement pour la mise en place de programmes spécialisés dans le domaine.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

TECHNOCENTRE DES TIC **(50 000 \$)**

PREMIER COLLOQUE RÉGIONAL DES PROFESSIONNELS TIC – TECHNOCENTRE DES TIC **(5 000 \$)**

MISSION COMMERCIALE DANS LE SECTEUR DES TIC DE LA GÎM – GÎMEXPORT **(5 000 \$)**

FONDS DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS

VOLET – ÉVÉNEMENTS CULTURELS

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE **(20 000 \$)**

FESTIVAL EN CHANSON DE PETITE-VALLÉE **(17 000 \$)**

FÊTE DU BOIS FLOTTÉ **(12 000 \$)**

FESTIVAL MUSIQUE DU BOUT DU MONDE **(15 000 \$)**

LA MER SUR UN PLATEAU **(8 000 \$)**

FESTIVAL LA VIRÉE **(12 000 \$)**

FESTIVAL BLUEGRASS DE NEW RICHMOND **(8 000 \$)**

LES PERCÉIDES **(8 000 \$)**

CULTURE

La Conférence a négocié tout au long de l'année une nouvelle entente avec le ministère de la Culture et des Communications. Suite à la signature en mars 2014, les partenaires travaillent désormais à sa mise en œuvre. Cette entente table sur deux volets d'intervention, soit le tourisme culturel et le patrimoine paysager. La Conférence a également participé à l'élaboration d'une stratégie de diffusion et d'appropriation de la politique culturelle régionale de la GÎM rendue publique en juin 2013, sous la responsabilité du ministère de la Culture et des Communications. Enfin, l'Entente en arts et lettres a pour sa part permis de poursuivre le travail d'accompagnement auprès des artistes, écrivains et organisations artistiques professionnelles de la région. Le bilan permettra de commencer la négociation en vue d'attacher une nouvelle entente.

CULTURE (SUITE)

FONDS DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS

VOLET – ÉVÉNEMENTS PLEIN AIR

- FESTIVAL CYCLISTE BOUETTE ET BITUME (18 000 \$)
- RENDEZ-VOUS AVENTURE (15 000 \$)
- TRAVERSÉE DE LA GASPÉSIE BOTTINE (15 000 \$)
- LA SAUCETTE (2 000 \$)

FONDS DES ARTS ET DES LETTRES

VOLET – ARTISTE

- YOANIS MENGE (15 000 \$)
- MARIE-ANNE DUBÉ ET VALÉRIE BERTRAND-LEMAY (COLL.) (18 000 \$)
- PHILIPPE GARON (15 000 \$)
- STEVE ARSENAULT (9 500 \$)
- MATHIEU BOUDREAU (15 000 \$)
- GUY BONNEAU ET MARTINE FORTIN (COLL.) (17 500 \$)
- CATHIE BELLEY (10 000 \$)

FONDS DES ARTS ET DES LETTRES

VOLET – ORGANISMES ARTISTIQUES PROFESSIONNELS

- PARCOURS DU POINT DE VUE - GASPÉSIE (30 000 \$)
- THÉÂTRE DE LA PETITE MARÉE (15 000 \$)
- CENTRE D'ARTISTE VASTE ET VAGUE (15 000 \$)
- ADMARE (15 000 \$)
- MUSIQUE DU BOUT DU MONDE (10 000 \$)

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

- ENTENTE DE PARTENARIAT ARTS ET LETTRES (50 000 \$)
- LE FESTIVAL DU LIVRE GÎM – CENTRE RÉGIONAL DE SERVICES AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE (25 000 \$)

TOURISME DURABLE

Depuis l'adoption en 2006 de la **Politique-cadre de développement touristique des Îles-de-la-Madeleine** et en 2010, de la **Politique-cadre du tourisme durable de la Gaspésie**, plusieurs actions ont été mises en œuvre pour atteindre les objectifs escomptés. Un plan marketing en tourisme durable a été élaboré et mis en œuvre au cours de la dernière année. Ainsi, le site web **EspaceTourismeDurable.com** a été alimenté afin de tenir les acteurs informés et de leur permettre d'échanger sur les bonnes pratiques en tourisme durable. On y trouve une revue des actualités à caractère touristique, plusieurs analyses produites en collaboration avec le Réseau de veille en tourisme, de même que des capsules vidéo qui mettent en valeurs les initiatives régionales.

La Charte des paysages de la Gaspésie a vu ses adhérents atteindre le cap de la cinquantaine. Sa mise en œuvre passe désormais par l'entremise de la nouvelle entente signée avec le ministère de la Culture et des Communications sur le tourisme culturel et paysager. De plus, la Conférence a appuyé la mise en œuvre de la démarche de caractérisation des paysages aux Îles-de-la-Madeleine.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie d'intervention en tourisme durable, la Conférence a mis sur pied un nouveau Fonds d'aide aux initiatives en tourisme durable, doté d'une enveloppe de 250 000 \$. Le premier appel de projets a permis de financer neuf projets structurants sur l'ensemble du territoire. Finalement, la Conférence a entrepris une démarche pour doter la Gaspésie d'un état de situation quant au produit vélo. Cette démarche a permis de dresser l'état des lieux et de fournir des recommandations pour l'ensemble des partenaires territoriaux intéressés par le créneau du vélo.

ESPACE
tourisme DURABLE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

ENTENTE DE PARTENARIAT EN TOURISME DURABLE EN GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE VOLET TOURISME CULTUREL ET PAYSAGE (50 000 \$)

CIRCUIT MOTONEIGE GASPÉSIE – SOCIÉTÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS DE LA HAUTE-GASPÉSIE (10 000 \$)

CENTRE D'AVALANCHE DE LA HAUTE-GASPÉSIE (30 000 \$)

ESCALE GASPÉSIE (30 000 \$)

ESCALE ÎLES-DE-LA-MADELEINE (21 000 \$)

CRÉNEAU ACCORD RÉCRÉOTOURISME (16 667 \$)

FONDS D'AIDE AUX INITIATIVES EN TOURISME DURABLE GÎM

- BIOPARC (35 000 \$)
- REGROUPEMENT DES PÊCHEURS DU SUD DE LA GASPÉSIE (35 000 \$)
- GÉOPARC DE PERCÉ (35 000 \$)
- MONT ST-JOSEPH (25 000 \$)
- LA ROUTE DES BELVÉDÈRES (25 000 \$)

- EXPLORAMER (25 000 \$)
- DOMAINE DES CHUTES DU RUISSEAU CREUX (25 000 \$)
- ESPACE RENÉ-LÉVESQUE (25 000 \$)
- SYMPOSIUM PLEIN AIR (20 000 \$)

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ENTREPRENEURIAT

La Conférence a accompagné le Conseil régional de mentorat dans l'organisation de ses rencontres et sa campagne de promotion du mentorat pour les entrepreneurs. Elle a également siégé à la Table d'action en entrepreneuriat de la région. D'autres projets favorisant l'entrepreneuriat sur le territoire ont été financés grâce à différents fonds gérés par la Conférence.

ENTENTE

DE COLLABORATION EN
CONDITION FÉMININE ET

VOLET ENTREPRENEURIAT

FEMMESSOR (19 500 \$)

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

GÎMEXPORT (75 000 \$)

RESSOURCE EN ENTREPRENEURIAT SCOLAIRE
EN HAUTE-GASPÉSIE 2012-2014 (10 000 \$)

INTERNATIONAL

Dans le cadre du renouvellement de son entente de partenariat avec la Conférence, le Conseil général de la Vendée est venu en Gaspésie du 8 au 12 octobre 2013. La mission était composée d'une délégation institutionnelle et d'entreprises de divers domaines. Cette mission économique s'est rendue dans différentes entreprises de transformation halieutique de la Côte-de-Gaspé et du Rocher-Percé. Christophe Moreau en a profité pour offrir une formation en pâtisserie et chocolaterie à quatre entreprises de la Gaspésie.

PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

La Conférence occupe un siège au sein de différents organismes de la région. Sa présence permet à la fois d'être à l'écoute des préoccupations provenant de tous les secteurs en plus de contribuer à la réflexion de façon à faire converger les efforts en développement régional. Voici la liste de ces organismes partenaires dans le domaine du développement économique :

CRÉNEAU ACCORD RESSOURCES,
SCIENCES ET TECHNOLOGIES MARINES;

CRÉNEAU ACCORD RÉCRÉOTOURISME;

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE
L'INDUSTRIE MARICOLE (SODIM);

TABLE MARICOLE;

TABLE DE CONCERTATION BIOALIMENTAIRE
DE LA GASPÉSIE;

TABLE BIOALIMENTAIRE DES ÎLES;

TABLE D'ACTION EN ENTREPRENEURIAT;

COMITÉ DU GÉOPARC DE MONT-SAINT-PIERRE.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

ÉTABLISSEMENT DURABLE

La Stratégie d'établissement durable (SED) des personnes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine 2012-2018 prend tout son sens considérant la réalité régionale où l'on prévoit un manque de main-d'œuvre marqué dans les prochaines années, le besoin de relève entrepreneuriale, l'importance d'attirer des étudiants dans nos établissements d'enseignement et la nécessité de vitaliser les territoires. Le plan d'action a été adopté par une quarantaine d'organisations et lancé devant les médias le 26 novembre 2013 à Gaspé.

Pour susciter l'intérêt de potentiels nouveaux arrivants, il s'avère primordial pour la région et ses organisations de projeter une image positive et attirante. Jusqu'à maintenant, un logo, un slogan et un nouveau **site internet** ont vu le jour. La Stratégie s'est dotée d'un plan de communication pour l'image de marque ainsi que d'une stratégie de médias sociaux. Du matériel promotionnel et des campagnes publicitaires (Urbania, ZOOM Média) ont été développés au cours de l'hiver 2014 et l'agente de communication réalise une animation très active des médias sociaux.

Plus d'une dizaine d'activités de recrutement ont aussi été tenues à Montréal, Québec et Sherbrooke, principalement auprès des jeunes universitaires et des personnes immigrantes et au total, c'est plus de 1 500 personnes qui ont été rencontrées. De même, la tenue de la huitième Journée de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine a eu lieu le 5 juin.

Le programme d'aide financière aux entrevues a été remis en fonction en octobre. Plus d'une trentaine de candidats qui ont pu en bénéficier. Plusieurs comités de travail ont également été mis en place pour développer certaines actions de la SED et parmi ceux-ci, le comité employeur, le comité campagne d'information du marché du travail, le comité sur les possibilités professionnelles destinées aux finissants et le comité régional sur le logement.

Pour faire suite au développement des indicateurs d'impact et de rendement développés en collaboration avec le CIRADD, deux enquêtes ont été réalisées; une enquête sur les perceptions des habitants de la région vis-à-vis de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine ainsi qu'une enquête sur les perceptions des habitants du Québec vis-à-vis de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. Les résultats de ces enquêtes ont permis d'alimenter les réflexions et de préciser les stratégies de promotion et de recrutement de la SED.

Afin de poursuivre nos efforts pour favoriser l'accueil et l'établissement durable dans la région, la SED a supporté financièrement les six comités d'accueil des nouveaux arrivants. Au total, c'est près d'une quarantaine d'activités d'accueil qui ont eu lieu sur le territoire, permettant de faciliter l'intégration de plusieurs centaines de nouveaux arrivants dans le milieu.

L'Entente de régionalisation de l'immigration s'est pour sa part intégrée à la Stratégie d'établissement durable. Un important travail d'accompagnement a eu lieu auprès des cinq services d'accueil et de soutien à l'intégration des personnes immigrantes (SANA). En plus du soutien financier offert à ces organismes, un travail de promotion a aussi été effectué par l'agente de liaison auprès des organismes de régionalisation de l'immigration et des personnes immigrantes à Montréal.

L'agente de communication de la SED a aussi participé à l'organisation des Journées de la diversité gaspésienne et madelinienne en mars 2014, événement qui a constitué un excellent moyen de partage interculturel. 700 personnes ont été directement rejointes par la vingtaine d'activités organisées dans toutes les MRC du territoire. L'activité sera reconduite l'année prochaine.



Gaspésie
Îles-de-la-Madeleine

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

ENTENTE DE PARTENARIAT
DANS LE CADRE DE LA
STRATÉGIE D'ÉTABLISSE-
MENT DURABLE DES
PERSONNES EN GASPÉSIE
ET AUX ÎLES-DE-LA-
MADELEINE (300 000 \$)

ENTENTE DE PARTENARIAT
POUR LA RÉGIONALISATION
DE L'IMMIGRATION EN
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-
MADELEINE (150 000 \$)

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL



LUTTE À LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

La Conférence assure la gestion régionale de l'Alliance pour la solidarité 2012-2015 provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ce programme a pour but de favoriser la mobilisation et la concertation des partenaires locaux. Ces derniers peuvent ainsi mieux agir sur des enjeux jugés prioritaires en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans leurs collectivités. Pour y arriver, la démarche d'Approche territoriale intégrée (ATI) est implantée dans les six territoires de la région. Chacun d'entre eux a présenté un plan d'action visant la mobilisation des acteurs locaux, la détermination des enjeux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et enfin, le financement d'actions répondant à ces enjeux. L'enveloppe allouée à la région dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité se chiffre à 4 310 918 \$ sur trois ans. Cette année, le Fonds d'innovation sociale a permis de financer huit projets innovants et transférables.

Le Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires (RESSORT) a tenu sa première assemblée en mai 2013 avec 120 participants. À partir des préoccupations ciblées par les comités locaux ATI, l'assemblée des partenaires a identifié huit enjeux prioritaires sur lesquels nous devrions agir collectivement pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale : le logement, l'autonomie/sécurité alimentaire, le transport collectif, l'éducation, l'exclusion sociale, la démographie, l'emploi et la famille. Des travaux ont été amorcés cette année autour de l'enjeu du transport de même que sur l'enjeu de l'habitation. À cet égard, un projet de « portrait évolutif du logement en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine » est en cours d'élaboration. La Conférence siège au conseil des partenaires transitoire du RESSORT à titre de fiduciaire de l'entente de financement. Plus concrètement, le RESSORT vise à :

- favoriser la réflexion et l'élaboration d'une vision commune des enjeux en développement social et développement des collectivités;
- favoriser l'intégration des pratiques en soutien au développement des collectivités;
- favoriser l'accès aux ressources pour les collectivités locales;
- développer et mettre en réseau un savoir-faire collectif en développement social et des collectivités.

FONDS MRC ATI ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ

- MRC AVIGNON (165 473 \$)
- MRC BONAVENTURE (157 327 \$)
- MRC CÔTE-DE-GASPÉ (147 519 \$)
- MRC ROCHER-PERCÉ (188 512 \$)
- AGGLOMÉRATION ÎLES-DE-LA-MADELEINE (124 177 \$)
- MRC HAUTE-GASPÉSIE (169 208 \$)

FONDS INNOVATION SOCIALE ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ

- PROJET EN PARTICIPATION CITOYENNE – REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES (89 469 \$)
- PORTRAIT ÉVOLUTIF SUR LA SITUATION DU LOGEMENT EN GÎM – GROUPE RESSOURCE EN LOGEMENTS COLLECTIFS GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE (54 082 \$)
- THE STRENGTHENING OF COLLECTIVE ACTION AND REGIONAL REPRESENTATION FOR ANGLOPHONES IN THE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE – COMITÉ D'ACTION SOCIALE ANGLOPHONE (CASA) (124 124 \$)
- DESTINATION FAMILLE-BONAVENTURE ET AVIGNON – FAMILY TIES - CARREFOUR FAMILLE ET DE LA MAISON DE LA FAMILLE AVIGNON (65 250 \$)

- NI TROP VIEUX, NI TROP JEUNE POUR L'ACCÈS AU LOISIR ESTIVAL AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE ET DANS LA RÉGION – REGROUPEMENT LOISIR DES ÎLES (58 925 \$)
- ID SUR MESURE – COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ FAITICI (48 026 \$)
- ÉVEIL ET FANTAISIE (15 000 \$)
- PORTRAIT DE LA COMMUNAUTÉ LESBIENNE, GAIE, BISEXUELLE ET TRANSGENRE (LGBT) DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE – CIRADD (67 805 \$)

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

- ENTENTE DE COLLABORATION EN CONDITION FÉMININE (48 825 \$)
- FONDS DE LUTTE À LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE – MRC DE LA HAUTE-GASPÉSIE (25 000 \$)
- MISE EN PLACE D'UN ORGANISME SPÉCIALISÉ DANS LE DOMAINE DU BUDGET, DU CRÉDIT ET DANS LA DÉFENSE DES DROITS DES CONSOMMATEURS ET CONSOMMATRICES DE LA GASPÉSIE (5 970 \$)
- RÉSEAU DES PARTENAIRES EN DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS (RESSORT) (25 000 \$)

ENTENTE DE COLLABORATION EN CONDITION FÉMININE ET VOLET ENTREPRENEURIAT

TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES (24 325 \$)

ÉDUCATION

La Conférence est partenaire et fiduciaire de l'Instance régionale de mobilisation en persévérance scolaire, connue sous le nom de Complice, qui a entre autres pour mission d'accompagner les milieux locaux dans la mise en œuvre de leur plan d'action en persévérance scolaire. Parmi ses principales réalisations, mentionnons l'organisation des Journées de la persévérance scolaire du 10 au 14 février 2014, l'organisation d'une formation pour agir efficacement sur les déterminants de la persévérance scolaire, l'accompagnement des partenaires locaux dans l'évaluation des projets soutenus et la gestion du fonds de soutien en persévérance scolaire (volets local et régional). En effet, grâce à la généreuse contribution financière de Réunir Réussir et de partenaires régionaux à travers Complice – Persévérance scolaire, près d'une quarantaine d'initiatives locales concertées à la grandeur du territoire ont été soutenues en 2013-2014. Les investissements totalisant 350 000 \$ ont permis la réalisation de projets dont les coûts s'élèvent à plus de 1 000 000 \$. Enfin, le Portrait de la persévérance scolaire et de la réussite éducative des jeunes de 0-20 ans de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a été produit et diffusé en 2013-2014.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

SOUTIEN AUX ACTIVITÉS EN PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE ET RÉUSSITE ÉDUCATIVE DE COMPLICE (20 000 \$)

RESSOURCE EN ENTREPRENEURIAT SCOLAIRE EN HAUTE-GASPÉSIE 2012-2014 CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA HAUTE-GASPÉSIE (10 000 \$)

STRATÉGIE DE VALORISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE 2012-2015 (5000 \$)

ENTENTE DE COLLABORATION EN CONDITION FÉMININE ET VOLET ENTREPRENEURIAT

CHAPEAU LES FILLES ET PROJETS NOVATEURS (5 000 \$)

CONDITIONS DE VIE DES AÎNÉS

L'année 2013-2014 en a été une de transition pour l'entente spécifique visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Parallèlement, la Conférence a œuvré à la mise en place de la nouvelle entente spécifique pour les années 2013 à 2017. Elle a ainsi participé au processus de signature de l'entente et a amorcé les démarches d'élaboration de son cadre de gestion pour qu'il puisse être adopté en début d'année et permettre le soutien de projets.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

ENTENTE SPÉCIFIQUE POUR L'ADAPTATION RÉGIONALE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES AÎNÉES DANS LA RÉGION GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2013-2017 (100 000 \$)

ÉCONOMIE SOCIALE

Grâce à une entente spécifique intervenue entre le MAMOT et la Conférence, cette dernière assure la coordination du Pôle régional d'économie sociale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, dont le plan d'action 2013-2014 a permis de mettre l'accent sur trois grandes stratégies. D'abord, un mécanisme de reconnaissance des entreprises d'économie sociale a été actualisé en collaboration avec les Centres locaux de développement (CLD) et les Centres locaux d'emploi (CLE). Il a permis d'analyser la structure organisationnelle de 50 entreprises d'économie sociale en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de leur offrir un suivi adéquat par le biais de recommandations et d'outils en gestion démocratique, gestion financière et gestion des ressources humaines. Puis, des rencontres de partenaires se sont tenues dans chacune des MRC avec l'aide des CLD du territoire, dans une formule 5 à 7. Un événement régional portant exclusivement sur le thème du rôle de l'économie sociale dans le développement des collectivités a été organisé le 28 mai 2014. Enfin, le Pôle a mis en œuvre un plan de communication. Une image de marque a été créée pour les entreprises d'économie sociale de la région, de même qu'un **site Internet** et des capsules audio et vidéos.

Par ailleurs, grâce à une collaboration avec le CIRADD et le Cégep de la Gaspésie et des Îles, des étudiants du campus de Carleton-sur-Mer participent à un projet de recherche dans le cadre du cours Démarche d'intégration des acquis en sciences humaines.



PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

La Conférence occupe un siège au sein de différents organismes de la région. Sa présence permet à la fois d'être à l'écoute des préoccupations provenant de tous les secteurs en plus de contribuer à la réflexion de façon à faire converger le développement régional. Voici la liste de ces organismes partenaires dans le domaine du développement social :

- | | |
|--|--|
| TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION EN IMMIGRATION; | TABLE ÉDUCATION, FORMATION, EMPLOI; |
| COMITÉS LOCAUX EN IMMIGRATION DE CHAQUE MRC; | TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION DES PERSONNES AÎNÉES; |
| RÉSEAU SOLIDAIRE POUR LE RAYONNEMENT DES TERRITOIRES (RESSORT); | APPUI, CARREFOUR DES PROCHES AIDANTS; |
| RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL; | COMITÉ D'ORIENTATION POUR CONTRER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES; |
| PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LAGASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE; | COMITÉ DE SUIVI DU GUICHET UNIQUE POUR L'ACCÈS AUX SERVICES DE GARDE (BILA); |
| GRUPE RÉFÉRENCE EN ÉCONOMIE SOCIALE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE; | COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ATTRIBUTION DES PLACES EN SERVICES DE GARDE GÎM; |
| CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE; | TABLE INTERSECTORIELLE RÉGIONALE SUR LES SAINES HABITUDES DE VIE; |
| COMPLICE – PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE; | GRUPE-CONSEIL EN CONDITION FÉMININE. |

INFRASTRUCTURES ET SERVICES PUBLICS

TRANSPORT

La Conférence a poursuivi son travail de concertation des partenaires dans le dossier de la réfection du chemin de fer de la Gaspésie. Cela a notamment consisté à accompagner la Société du chemin de fer dans ses démarches auprès du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral pour faire valoir l'importance stratégique du réseau ferroviaire gaspésien. Des investissements gouvernementaux à long terme seront nécessaires pour assurer la sécurité et la pérennité du réseau, et surtout pour relancer le transport de marchandises afin de soutenir le développement économique et industriel de la région.

Le conseil d'administration de la Conférence a pris la décision de sursoir, pour une période indéterminée, à ses responsabilités d'animation et de coordination du Comité régional en transport aérien (CRTA). Considérant les activités menées par chacune des MRC de la région et de l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine pour assurer le développement des infrastructures et services aéroportuaires dans une approche locale, la Conférence demeurera à la disposition des intervenants locaux pour répondre à leurs besoins concrets de concertation autour d'enjeux régionaux en matière de transport aérien.

La Conférence a d'ailleurs posé des gestes concrets pour favoriser une optimisation des services en logistiques du transport de marchandises, cela en parvenant à un accord de collaboration avec l'organisme GÎMXPOR pour la reprise du projet-pilote initié en 2010 grâce à la participation financière du MAMOT, du MFÉQ et du MAPAQ. Les membres du comité de gestion de l'entente ont en effet convenu de la pertinence d'octroyer à GÎMXPOR la responsabilité de gestion du projet pilote, sous la supervision stratégique de la Conférence. Cette année, GÎMXPOR et la Conférence ont procédé à la mise à jour de l'approche de concertation avec le milieu en formant de nouveaux comités-conseils, soit un mis en place aux Îles-de-la-Madeleine et un autre pour le territoire gaspésien. Avec l'appui de ces comités, GÎMXPOR a procédé à une nouvelle collecte de données auprès d'un échantillon d'une cinquantaine d'entreprises. Le traitement des données, l'élaboration de recommandations et l'implantation de solutions seront réalisés en 2014-2015.

La Conférence a de nombreuses fois salué les initiatives mises en place par le gouvernement du Québec au cours des cinq dernières années afin de doter le Québec d'une stratégie de mobilité durable. C'est entre autres par ces politiques publiques et programmes ciblés d'appui au transport collectif régional que la Conférence a pu soutenir activement la création et le rayonnement de la Régie intermunicipale de transport de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (RéGÎM). En 2013-2014, la Conférence a d'ailleurs réitéré ce soutien à la mobilité durable par une aide financière de 100 000 \$ au RéGÎM, laquelle a constitué une mise de fonds essentielle pour l'octroi d'une aide financière équivalente à l'organisme par le ministère du Transport du Québec. Toutefois, la Conférence se montre inquiète du retard important pris par le MTQ dans l'élaboration de son plan territorial de la mobilité durable pour la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, lequel devait s'appuyer sur la Vision régionale de développement durable dans les domaines du transport et de la mobilité élaborée en 2012 par la Conférence avec ses partenaires régionaux. En s'inspirant des orientations et pistes d'action qui sont ressorties de l'exercice de planification stratégique mené par le RéGÎM en avril et mai 2014, processus auquel la Conférence a contribué activement, les membres du conseil d'administration comptent établir le déploiement d'une vision régionale et de chantiers concrets en matière de mobilité durable comme une priorité incontournable pour l'année 2014-2015.

La consolidation des infrastructures maritimes constituait aussi une priorité énoncée par cette même vision régionale de mobilité durable. Conséquemment, la Conférence a tenu à initier une mise à jour de l'état de situation stratégique et technique entourant les ports pour petits bateaux (PPB) de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, soit par une description actualisée du contexte politique et réglementaire, par une revue des programmes, par une mise à jour de l'état technique générale des PPB, et des partenaires à impliquer dans une éventuelle opération de concertation entourant ces infrastructures. Pour ce faire, la Conférence a entrepris des discussions et des échanges d'information avec le ministère des Pêches et Océans (MPO), avec des administrations portuaires et avec des intervenants des secteurs des pêches, de l'aquaculture, du tourisme et de la culture. L'année 2014-2015 sera consacrée à l'analyse de ces informations et l'élaboration de recommandations.



FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

FONDS DE TRANSPORT COLLECTIF RÉGIONAL – RÉGIE INTERMUNICIPALE DE TRANSPORT (100 000 \$)

MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE D'OPTIMISATION DE LA LOGISTIQUE DU TRANSPORT EN GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE – GÎMXPOR (84 330 \$)

SOUTIEN AUX DÉPLACEMENTS DES JEUNES MADELINOTS AUX DIVERSES COMPÉTITIONS SPORTIVES ET ÉVÉNEMENTS RÉGIONAUX DE LOISIRS (10 000 \$).

ASSURANCE-EMPLOI

Au début de l'année 2013, le gouvernement fédéral mettait en vigueur sa réforme du programme d'assurance-emploi, fortement décriée par la population, les organismes, les intervenants socioéconomiques et les élus de la région. En août 2013, la Conférence participait, à Gaspé et à Cap-aux-Meules, aux audiences de la Commission nationale d'examen sur l'assurance-emploi, mise en place par le gouvernement du Québec. La Conférence y a notamment présenté son mémoire Pour un système d'assurance-emploi adapté et respectueux des réalités régionales. Par sa participation aux tables de concertation régionales sur l'assurance-emploi, la Conférence a tenu à faire la promotion de projets visant à favoriser le plein emploi comme piste de solution. L'initiative du Regroupement des employeurs secteur bioalimentaire qui vise à favoriser la rétention et l'appariement de la main-d'œuvre, en est un bon exemple. Pour l'année à venir, il y a lieu de porter une attention toute particulière à la situation de vulnérabilité économique que vivront des travailleuses et travailleurs victimes du « trou noir » de l'assurance-emploi.

MAINTIEN DES ÉCOLES DE VILLAGE

Ces dernières années, les commissions scolaires de la région ont dû annoncer la fermeture d'écoles de village, puisque ces dernières ne comptaient plus suffisamment d'élèves. Pourtant, les commissions scolaires, les écoles et les villages ne baissent pas les bras et initient des projets novateurs pour soutenir non seulement la vitalité de l'école, mais également celle de la communauté, du village. À ce titre, la Conférence organisait, en avril 2014, une séance d'information et de concertation portant sur un projet novateur en particulier, soit celui initié par la Commission scolaire René-Lévesque (CSRL) avec la collaboration du professeur Jean Bernatchez de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Les MRC et les municipalités touchées par cet enjeu, les agents de développement rural et divers intervenants socioéconomiques du domaine d'intérêt du développement social ont été invités à prendre connaissance de l'état de situation de ces écoles, de la méthode de recherche-action proposée par le professeur Bernatchez et surtout, des perspectives et impacts découlant d'un tel projet pour l'ensemble des territoires de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. L'année 2014-2015 pourrait être consacrée à l'implantation de solutions concrètes dans les collectivités pour stimuler la vitalité des écoles de village.

PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

La Conférence occupe un siège au sein de différents organismes de la région. Sa présence permet à la fois d'être à l'écoute des préoccupations provenant de tous les secteurs en plus de contribuer à la réflexion de façon à faire converger le développement régional. Voici la liste de ces organismes partenaires dans le domaine des infrastructures et des services publics :

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER DE LA GASPÉSIE;
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE TRANSPORT (RéGÎM);
COMMISSION CONSULTATIVE EN TRANSPORT DES ÎLES;
COALITION DE L'EST-DU-QUÉBEC SUR L'ASSURANCE-EMPLOI;
TABLE DE CONCERTATION SUR L'ASSURANCE-EMPLOI DE LA GASPÉSIE;
TABLE DE CONCERTATION SUR L'ASSURANCE-EMPLOI DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE.

RESSOURCES NATURELLES ET TERRITOIRE

La Commission des ressources naturelles et du territoire (CRNT) de la Conférence a poursuivi ses travaux afin d'encadrer la mise en œuvre du **Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT)**, en collaboration avec la direction générale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine du ministère des Ressources naturelles (MRN). Les commissaires et les représentants sectoriels (forestier, faunique, etc.) y siégeant ont apporté leurs recommandations à la CRÉGÎM sur les différentes actions à poursuivre au cours de l'année.

FORÊT

La Table sectorielle Forêt, mise en place par la Conférence en juin 2010, a pour mandat de se pencher sur les aspects liés au développement du domaine forestier gaspésien et de répondre aux demandes de la CRÉ relativement aux aspects liés au développement du secteur forestier régional. Le président de la Table siège à la CRNT. Les intervenants de cette table ont touché à divers dossiers d'importance, notamment la création de valeur en aménagement forestier, le développement de la filière des produits du bois à valeur ajoutée, la mise en valeur de la forêt privée, l'amélioration des conditions d'emploi en forêt, l'intégration de la relève et l'émergence d'une culture forestière régionale. Divers groupes de travail issus de la Table sectorielle forêt travaillent à mettre en œuvre des actions visant à faire cheminer ces dossiers.

À titre d'exemple, la corporation de gestion de la certification forestière en forêt publique a poursuivi la démarche visant à faciliter l'obtention d'une certification forestière selon la norme FSC pour les territoires forestiers publics de la Gaspésie.

Dans le même sens, un accompagnement personnalisé a été fourni aux membres de l'Association bois d'apparence Gaspésie pour qu'elle finalise la mise en œuvre d'un projet visant à accroître la visibilité et le rayonnement de la filière du bois d'apparence dans la région. Ce projet vise à outiller, former et accompagner les entreprises locales dans leurs démarches de commercialisation des produits du bois à valeur ajoutée. Ainsi, plusieurs outils de promotion ont été développés.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

LABORATOIRE RURAL AGROFORESTERIE ET PAYSAGE – MUNICIPALITÉ RÉGIONALE À DE COMTÉ DU ROCHER-PERCÉ (52 000 \$)

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET FORESTIER

ENRICHISSEMENT EN PIN BLANC SOUS COUVERT TRAITÉ PAR COUPE PROGRESSIVE – GROUPEMENT FORESTIER COOPÉRATIF BAIE-DES-CHALEURS (6 000 \$)

TRAVAUX SYLVICOLES SUR LES LOTS INTRAMUNICIPAUX – MRC D'AVIGNON, DE BONAVENTURE, DE LA HAUTE-GASPÉSIE, LES ENTREPRISES AGRICOLES ET FORESTIÈRES PERCÉ ET LA NATION MICMAQUE DE GESPEG (584 000 \$)

FEUILLUS NOBLES ET PRODUCTION DE BOIS DE QUALITÉ EN GASPÉSIE : DÉVELOPPEMENT DE L'EXPERTISE RÉGIONALE POUR LA RÉUSSITE DES PLANTATIONS – CONSORTIUM EN FORESTERIE GÎM (64 000 \$)

DÉVELOPPEMENT ET OPTIMISATION DE SCÉNARIOS DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES FORESTIÈRES EN GASPÉSIE – CONSORTIUM EN FORESTERIE GÎM (36 000 \$)

MISE À NIVEAU DES POINTS D'AMBULANCE – REXFORÊT (15 500 \$)

APPUI AUX INITIATIVES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS EXTÉRIEURS POUR LES PRODUITS DU BOIS - SAISON 2013 – LE GROUPE RÉGIONS DU QUÉBEC WOOD EXPORT BUREAU (QWEB) (5 374 \$)

RÔLE DE PREMIER RÉPONDANT QWEB EN RÉGION - GÎMEXPORT (5 000 \$)

LABORATOIRE RURAL AGROFORESTERIE ET PAYSAGES – MRC DU ROCHER-PERCÉ (20 000 \$)

FAUNE

La Table sectorielle Faune travaille essentiellement à l'identification des priorités régionales visant à développer le secteur faunique et à augmenter les retombées économiques associées à la faune gaspésienne. Elle est composée de représentants des différentes sphères d'activités liées au secteur faunique, dont le président siège à la CRNT. En 2013, un diagnostic des territoires fauniques structurés a été terminé en partenariat avec le CIRADD. Le diagnostic servira à jeter les bases d'une réflexion régionale sur la restructuration de ces territoires afin d'assurer leur rentabilité. La Table sectorielle Faune a également travaillé sur divers autres dossiers d'importance tels que la mise en place d'une méthode servant à définir les sites d'intérêt dans les rivières à saumon par l'analyse spatiale et la mise en marché du secteur faunique. Un guide d'observation de la faune régionale est en élaboration. De plus, la cinquième campagne de sensibilisation sur l'appropriation du territoire en période de chasse a été réalisée.

Enfin, la Conférence a déposé une **étude sur les retombées économiques** associées à la faune aux divers décideurs régionaux. Cette étude a été menée en collaboration avec la firme ÉcoRessources Consultants et avec les intervenants du milieu faunique. Elle met en lumière l'impact positif des activités fauniques (chasse, pêche, piégeage et observation), tant sur l'économie régionale que provinciale.

RÉCRÉOTOURISME ET VILLÉGIATURE

La table de développement récréotouristique et de la villégiature a remplacé, en mars 2013, la Table sectorielle Territoire. Elle a pour mandat de conseiller la Commission des ressources naturelles et du Territoire (CRNT) ainsi que la Conférence sur les priorités d'actions qui devront être mises en œuvre pour le secteur récréotouristique et de la villégiature. La présidente de la Table siège à la CRNT pour représenter les positions de la Table. Son champ d'intervention se limite au développement des activités récréotouristiques se pratiquant en plein air et dans des milieux naturels, pour la plupart. De plus, la Table participe activement à l'identification des problématiques territoriales liées au développement de ces secteurs et propose des solutions.

La Conférence a aussi coordonné plusieurs comités de concertation dans la région se penchant sur le développement de la motoneige et du ski hors piste ainsi que sur les sentiers de randonnée pédestre. En collaboration avec la Fédération des clubs de motoneigistes de la Gaspésie, une stratégie d'action concertée pour la motoneige hors piste a été adoptée et des actions ont été réalisées afin de structurer cette nouvelle activité sur le territoire.

Par ailleurs, la Conférence a collaboré avec le ministère des Ressources naturelles à la réalisation du plan de mise en valeur récréotouristique du territoire public de la Gaspésie. Cet outil de planification a pour but d'accroître les retombées économiques des activités récréotouristiques sur les terres du domaine de l'État de la péninsule et d'encadrer l'émission de droits liés à ces activités.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET FORESTIER PROGRAMME DE L'APPROCHE INTÉGRÉE RÉGIONALISÉE

CARTES D'ACCÈS AU PLAN D'EAU - PHASE II – FÉDÉRATION DES CHASSEURS ET DES PÊCHEURS (15 000 \$)

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

PLAN STRATÉGIQUE - VIRAGE E-COMMERCE ET SOLUTION D'AFFAIRES EN LIGNE – FÉDÉRATION DES GESTIONNAIRES DE RIVIÈRES À SAUMON DU QUÉBEC INC. (23 334 \$)

**FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL ET
FORESTIER**



SKI HORS PISTE EN GASPÉSIE, DÉVELOPPEMENT DES DOMAINES SKIABLES – COOP DE SOLIDARITÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉCRÉOTOURISTIQUE DES CHIC-CHOCS **(45 627 \$)**

PÉRENNISATION DES SENTIERS DE MOTONEIGE DE LA GASPÉSIE – ASSOCIATION DES CLUBS DE MOTONEIGES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE **(76 000 \$)**

PÉRENNISATION DES SENTIERS DE QUAD DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE – ASSOCIATION DES QUADISTES DE LA GASPÉSIE **(90 000 \$)**

PLANIFICATION D'UN TRACÉ DE SENTIER DE VÉHICULES HORS ROUTE DURABLE DANS LE SECTEUR DE PERCÉ **(5 000 \$)**

HYDROCARBURES

En juin 2013, le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) ouvrait son projet de règlement sur les eaux et leur protection aux consultations publiques. Cet enjeu lié à la gestion de l'eau concerne en grande partie les précautions à prendre dans le cadre de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures. La Conférence a donc remis ses commentaires sur la forme d'un **mémoire** à ce sujet.

En juin 2013, des audiences du BAPE se sont tenues sur la question des effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière. La Conférence a présenté un **mémoire** qui rappelle l'importance de gérer les ressources naturelles de façon intégrée et concertée, en particulier dans un milieu fragile comme celui de l'archipel madelinot. La Conférence a notamment rappelé l'important travail de terrain qu'elle mène avec les acteurs de ce territoire depuis plusieurs années, ainsi que le volet madelinot du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT). Le 10 décembre 2013, le BAPE rendait son rapport de commission et recommandait la plus grande prudence dans l'exploitation de ressources naturelles aux Îles, compte tenu du caractère extrêmement vulnérable de ses nappes phréatiques. Ces conclusions ont été accueillies avec satisfaction par la Conférence.

Les 9, 11 et 12 septembre 2013, la Conférence a conclu les Forums sur les hydrocarbures avec une troisième tournée régionale à Gaspé, Bonaventure et aux Îles-de-la-Madeleine. Ce dernier volet avait pour thème la question suivante : « Comment réduire notre pétrodépendance? ». La consommation énergétique, plus largement que celle d'hydrocarbures, est un thème que de nombreux participants aux tournées précédentes souhaitaient aborder. Les nombreux **commentaires** recueillis ont permis d'alimenter le mémoire de la Conférence rédigé dans le cadre de la Commission sur les enjeux énergétiques. En 2014, la Conférence a finalement adopté le **bilan des Forums sur les hydrocarbures**, qui revient sur l'ensemble de la démarche tenue entre mars et juin 2013, et rappelle les actions menées par l'organisation dans ce dossier depuis 2012.



**FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL**



SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT DU TECHNOCENTRE ÉOLIEN ET DU CRÉNEAU ACCORD ÉOLIEN ET À LA COORDINATION **(98 000 \$)**



ÉOLIEN

Les activités de la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, mise en place par la Conférence, sont suivies avec intérêt, surtout depuis que des appels d'offres totalisant 800 mégawatts (MW) d'énergie éolienne ont été annoncés en mai 2013. Les 300 MW réservés pour les projets communautaires en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et au Bas-Saint-Laurent permettront à la Régie de déposer des projets et d'en faire bénéficier ses 36 municipalités membres. Rappelons que l'appel d'offres en énergie éolienne communautaire précédent avait permis au projet «Énergie éolienne communautaire Le Plateau », un parc éolien de 23 MW érigé en partenariat avec la compagnie Invenergy, de se réaliser. Le projet entrera en production au plus tard en décembre 2014.

AIRES PROTÉGÉES

Le Comité sur les aires protégées terrestres de la Gaspésie a poursuivi ses travaux visant à établir des recommandations pour bonifier le réseau d'aires protégées en Gaspésie, tout en considérant les intérêts des usagers du territoire. Ce comité est formé de représentants provenant des principaux secteurs d'activités agissant sur le territoire et de gestionnaires du territoire (MRC, ministères, etc.).

CHEMINS MULTIUSAGES

Dans le cadre de ses travaux en 2013, le comité technique concernant l'accès au territoire à partir d'un réseau de chemins multiusages a fait évoluer quelques dossiers. Un rapport incluant l'ensemble de ses recommandations et pistes de mise en œuvre a été finalisé. De plus, diverses actions ont été réalisées en lien avec la fermeture de chemins et la sensibilisation en matière de sécurité. Notons également la mise en place d'une stratégie de prévention des bris qui s'accompagne maintenant d'un registre des infrastructures majeures.

**PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL ET
FORESTIER**



IDENTIFICATION DES MÉTHODES DE FERMETURE DE CHEMINS FORESTIERS APPLICABLES AU TERRITOIRE FORESTIER GASPÉSIE – CONSORTIUM EN FORESTERIE **(16 250 \$)**

PROJETS DIVERS DE VOIRIE FORESTIÈRE **(148 000 \$)**

TABLES DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES ET DU TERRITOIRE

La Conférence poursuit le mandat octroyé par le ministère des Ressources naturelles qui vise la coordination des Tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire. Pour la forêt publique gaspésienne, trois tables locales existent afin de couvrir chacune des unités d'aménagement présentes dans la région. Ces tables ont pour principal mandat de participer à la réalisation des plans d'aménagement forestier intégré opérationnel. De plus, une table commune rassemble l'ensemble des membres des trois tables locales afin de traiter des enjeux qui sont similaires à l'ensemble de la région. Son principal mandat consiste à la réalisation du plan d'aménagement forestier intégré tactique.

FORUM INTERSECTORIEL DES RESSOURCES ET DU TERRITOIRE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

La Conférence coordonne les travaux du Forum intersectoriel des ressources et du territoire (FIRT) des Îles-de-la-Madeleine. Ce forum regroupe l'ensemble des intervenants de l'archipel qui sont impliqués dans la mise en valeur des ressources naturelles sur le territoire et entend mettre en œuvre 25 projets d'ici 2014. Parmi eux, certains dossiers ont franchi des étapes importantes.

D'abord, la Conférence a offert un soutien technique au Conseil d'agglomération des Îles-de-la-Madeleine afin que la gestion des terres de la Couronne lui soit déléguée par le ministère des Ressources naturelles. Cette démarche permettra notamment de faciliter la cohabitation des différents usagers du territoire public, d'assurer une exploitation durable de ses ressources naturelles et de favoriser la pérennité de ses retombées économiques. Pour y arriver, la Conférence a investi 25 000 \$ pour que le Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM) réalise une étude d'opportunité, évaluant les meilleurs moyens de se doter d'un outil de gestion territorial, communément appelé « Parc régional ».

Parallèlement au projet de Charte des paysages de la Gaspésie, le projet Paysage des Îles permettra de doter le territoire d'un outil de gestion durable de cette ressource. Pour ce faire, un inventaire et une caractérisation des paysages seront réalisés entre novembre 2013 et mars 2015. Cette vaste étude permettra aux intervenants de prendre des décisions éclairées quant aux activités qui se déroulent sur le territoire, en regard de ses aspects sociaux, culturels, environnementaux, sensibles, économiques et temporels entre autres.

De plus, la Conférence a investi 20 000 \$ pour la réalisation du portrait énergétique de l'archipel, qui a permis de connaître avec précision les besoins et l'utilisation qui est faite des combustibles fossiles dans tous les secteurs d'activités socioéconomiques. La réputée firme Dunsky a été mandatée pour réaliser cette étude. Ceci a permis de jeter les bases d'une nouvelle stratégie énergétique territoriale. Le rapport final a été déposé en août 2013. L'étude avait démarré en 2012.

SOUTIEN FINANCIER PDRF

VOLET ÎLES-DE-LA-MADELEINE

MISE EN VALEUR DU SECTEUR FORESTIER DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE – CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE **(150 000 \$)**

PORTRAIT DU RÉSEAU DE SENTIERS QUAD AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE – CLUB VTT DES ÎLES **(10 000 \$)**

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

BANCS D'ESSAI DANS UNE OPTIQUE DE GESTION INTÉGRÉE FACE AUX ENJEUX DE L'ÉROSION CÔTIÈRE – COMITÉ ZIP DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE **(3 250 \$)**

PROJET DE RELOCALISATION ET DE RESTRUCTURATION DU CENTRE DE RÉCUPÉRATION RÉ-UTILES – CENTRE DE RÉCUPÉRATION RÉ-UTILES INC. **(30 000 \$)**

ÉVALUATION DES SURCOÛTS EN RÉGION ÉLOIGNÉE – CENTRE DE RECHERCHE SUR LES MILIEUX INSULAIRES ET MARITIMES (CERMIM) **(32 400 \$)**

PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

La Conférence occupe un siège au sein de différents organismes de la région. Sa présence permet à la fois d'être à l'écoute des préoccupations provenant de tous les secteurs en plus de contribuer à la réflexion de façon à faire converger le développement régional. Voici la liste de ces organismes partenaires dans le domaine des ressources naturelles et du territoire :

- RÉGIE INTERMUNICIPALE DE L'ÉNERGIE;
- CRÉNEAU ACCORD ÉOLIEN;
- TABLE RESSOURCES HUMAINES DU CRÉNEAU ÉOLIEN;
- ASSOCIATION BOIS D'APPARENCE GASPÉSIE;
- LE CONSORTIUM EN FORESTERIE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE;
- ASSOCIATION FORESTIÈRE DE LA GASPÉSIE;
- QWEB-RÉGIONS;
- COMITÉ DE CIRCULATION EN FORÊT DE LA GASPÉSIE;
- CORPORATION DE GESTION DE LA CERTIFICATION FORESTIÈRE GASPÉSIE;
- COMITÉ DE CERTIFICATION FORESTIÈRE EN FORÊT PRIVÉE;
- TABLE D'HARMONISATION DU PARC NATIONAL DE LA GASPÉSIE;
- COMITÉ CONSULTATIF DU PARC NATIONAL FORILLON;
- COMITÉ DU GÉOPARC DE MONT-SAINT-PIERRE;
- TABLE DE CONCERTATION SUR LES HYDROCARBURES DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE;
- CENTRE DE RECHERCHE SUR LES MILIEUX INSULAIRES ET MARITIMES (CERMIM);
- GRUPE RÉFÉRENCE EN ENVIRONNEMENT DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE;
- ÉQUIPE DE RÉTABLISSEMENT DU CARIBOU DE LA GASPÉSIE.

JEUNESSE

La Commission jeunesse oriente les actions jeunesse en région. Elle est constituée de deux jeunes citoyens de chacune des six MRC ainsi que de quatre membres issus des carrefours jeunesse-emploi de la région. Elle participe aux travaux de la Conférence et exerce un rôle-conseil en matière de jeunesse à travers différents chantiers intersectoriels et intergénérationnels en région.

COORDINATION DE PROJETS SPÉCIFIQUES/MISE EN ŒUVRE D' ACTIONS

PARTICIPATION CITOYENNE

Par son mandat de participation citoyenne des jeunes, la Commission jeunesse a travaillé, durant la dernière année, à de nombreuses actions pour inciter les jeunes Gaspésiens et Madelinots à s'engager dans leur milieu, pour soutenir ceux qui sont impliqués dans leur milieu et pour reconnaître leur implication.

Élections municipales 2013 – inciter à se porter candidat et inciter au vote

La Commission jeunesse a sensibilisé 612 jeunes Gaspésiens et Madelinots de treize établissements scolaires différents à l'importance du vote dans le cadre des élections municipales 2013. L'objectif était d'aller rencontrer les jeunes directement dans leur milieu en distribuant un outil promotionnel développé par le réseau des forums jeunesse, la « chique électorale », un paquet de gommes à saveur humoristique qui rappelle aux jeunes d'aller voter. Dans le cadre de la campagne, la Commission jeunesse a également été présente sur les médias sociaux ainsi que dans les journaux locaux et régionaux.

Comme résultat de la campagne municipale, 40 jeunes de notre territoire âgés de 18 à 35 ans ont été élus dans le cadre des élections municipales. Parmi ces élus, trois ont obtenu un poste de maire et 37 sont désormais conseiller de leur municipalité. Au total, c'est 71 % des candidats jeunes qui ont obtenu la confiance des citoyens.

Reconnaissance de l'implication des jeunes gaspésiens et madelinots

La Commission jeunesse a remis 4 000 \$ en bourses dans le cadre de son concours « L'implication, c'est pas juste pour ta grand-mère! », qui s'adressait aux jeunes bénévoles de la région. L'objectif était de reconnaître et valoriser les jeunes de 12 à 24 ans qui font de petites actions d'implication dans leur milieu. De plus, plusieurs activités de valorisation de l'implication ont été réalisées dont, entre autres, des capsules vidéos mettant en vedette des jeunes impliqués ainsi que des ateliers interactifs avec des groupes de jeunes.

Fonds local d'initiatives jeunesse

Le Fonds local d'initiative jeunesse, financé par la Commission jeunesse et géré par les Carrefours jeunesse-emploi de la région, a permis de supporter plus de 325 jeunes à travers des projets individuels ou collectifs. Ce soutien financier favorise l'implication des jeunes dans leur communauté de manière à dynamiser leur milieu de vie. De plus, le fonds permet de favoriser leur participation lors d'événements régionaux, nationaux ou internationaux, ce qui a une incidence sur le développement et la présence de jeunes de la région lors de ces événements.

Sixième concours Je prends ma place

C'est sous le thème de la reconnaissance que la Commission jeunesse a honoré cette année trois lauréats du concours « Je prends ma place » qui vise à reconnaître et valoriser l'engagement bénévole des Gaspésiens et Madelinots âgés de 18 à 35 ans. Les lauréats régionaux du concours ont été par la suite honorés lors d'une cérémonie tenue à l'Assemblée nationale du Québec l'automne dernier. Le lauréat régional représentant la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine a pris part à cette activité de reconnaissance nationale.

COORDINATION DE PROJETS SPÉCIFIQUES/MISE EN ŒUVRE D' ACTIONS

REMISE DES BOURSES FONDS GÉRARD-D.-LEVESQUE

Depuis maintenant six ans, la CJGIM est associée au Fonds Gérard-D.-Levesque pour récompenser des jeunes gaspésiens et madelinots en raison de la qualité de leur dossier scolaire, de leur engagement dans le milieu et de leur persévérance dans le cadre de leurs études. Cette année, dix bourses d'une valeur de 15 000 \$ ont été octroyées. Cette reconnaissance vise à encourager les étudiants à poursuivre leurs études dans un secteur susceptible de produire des retombées pour le développement de la région et ainsi, à promouvoir le retour et l'établissement des jeunes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Finalement, le Fonds vise à encourager la formation dans la région lorsque le programme d'études y est offert.

PRODUCTION DE PUBLICATIONS, PORTRAITS, ÉTUDES, MÉMOIRES, PLANS, ETC.

MÉMOIRE ASSURANCE-EMPLOI

En juillet 2013, la Commission jeunesse a participé à la rédaction du mémoire de la CRÉ à l'intention de la Commission nationale d'examen sur l'assurance-emploi. Notre contribution a permis de faire ressortir les préoccupations jeunesse dans l'application de la nouvelle réforme en lien avec l'établissement et la rétention des jeunes en région. Le mémoire se trouve sur le site internet de la CRÉ http://www.cre-gim.net/images/stories/Memoires_et_autres_docs/memoire_cre_assurance_emploi_version_finale.pdf

ORGANISATION D'ACTIVITÉS DE CONCERTATION/CONSULTATION

LA TOURNÉE DESTINATION 2030

Le 30 août 2013 se tenait dans la Baie-des-Chaleurs la tournée régionale *Destination 2030* du Secrétariat à la jeunesse avec la présence de trois députés, dont Léo Bureau Blouin. La Commission jeunesse était responsable de la programmation. Au total, sept activités différentes ont eu lieu durant la journée. Une délégation de deux jeunes des Îles-de-la-Madeleine a également participé à la tournée. En tout, ce sont plus de 100 participants qui ont pris part à la journée.

PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

COMITÉ DE VALORISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

COMITÉ AVISEUR DU FONDS D'INNOVATION SOCIALE;

COMPLICE – PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE GASPÉSIE-LES ÎLES (COMITÉ DE SUIVI ET COMITÉ D'ANALYSE ET DE SÉLECTION);

STRATÉGIE D'ÉTABLISSEMENT DURABLE DES PERSONNES EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

FONDATION GÉRARD-D.-LEVESQUE;

COMITÉ-CONSEIL DU RÉSEAU DES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS (RESSORT);

GROUPE-CONSEIL EN CONDITION FÉMININE DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

COMITÉ DES PARTENAIRES CASA;

COMITÉ DE SÉLECTION - MANIFESTATIONS CULTURELLES DE LA JEUNE RELÈVE AMATEURE, UNITÉ RÉGIONALE LOISIR ET SPORT GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE ET MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS;

RÉSEAU DES AGENTS DE DÉVELOPPEMENT RURAL DES CLD.

SOUTIEN FINANCIER

La Commission jeunesse assure la gestion de différents fonds dédiés à la jeunesse. Elle administre le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) financé par la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 du gouvernement du Québec et, en partenariat avec Fondation communautaire de la Gaspésie et des Îles, elle voit à la distribution des sommes provenant du Fonds jeunesse René-Lévesque.

FONDS RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT JEUNESSE RENÉ-LEVESQUE

ENTENTE LOISIRS CULTURELS POUR LES JEUNES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE – DIRECTION RÉGIONALE DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS QUÉBEC **(30 000 \$)**

SOUTIEN AUX COOPÉRATIVES JEUNESSE DE SERVICE (CJS) DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE – COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL GASPÉSIE-LES ÎLES **(24 000 \$)**

PROJET INTERNATIONAL GASPÉSIE-PÉROU – CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI AVIGNON-BONAVENTURE **(10 000 \$)**

COLLOQUE RÉGIONAL DES MAISONS DES JEUNES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE – MAISON DES JEUNES L'INTERMÈDE DE GASPÉ **(2 500 \$)**

FESTIVAL DU LIVRE – RÉSEAU BIBLIO GASPÉSIE-LES ÎLES **(8 500 \$)**

BOURSES RÉGIONALES – DÉFI ENTREPRENDS-TOI – CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES ÎLES **(1 500 \$)**

FONDS DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

COMMISSION JEUNESSE **(50 000 \$)**

ACTION JEUNESSE STRUCTURANTE EN PARTICIPATION CITOYENNE 2012-2015 – COMMISSION JEUNESSE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE **(25 000 \$)**

FONDS RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT JEUNESSE

ENTENTE 2011-2014 – CONDITION FÉMININE POUR LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

ENTENTE 2011-2014 – DÉVELOPPEMENT DES ARTS ET DES LETTRES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

ENTENTE 2011-2015 – PLAN D'ACTION JEUNESSE ANGLOPHONE GASPÉSIE 2011-2015 CASA;

ENTENTE 2012-2015 – COMPLICE – PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE GASPÉSIE-LES ÎLES;

ENTENTE 2012-2015 – STRATÉGIE DE VALORISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

ENTENTE 2012-2016 – STRATÉGIE D'ÉTABLISSEMENT DURABLE DES PERSONNES EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE.

COMMUNICATION ET MARKETING

La Conférence régionale des élus Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se démarque par sa volonté d'entrer en interaction, non seulement avec ses partenaires socioéconomiques, comme le prévoit son mandat, mais aussi avec la population. Sa forte présence sur le Web en fait foi. Ainsi, lors des rencontres publiques du conseil d'administration, les citoyens situés partout sur le vaste territoire ont accès à la diffusion vidéo en direct sur Internet, de même qu'à toute la documentation disponible sur le site Internet (www.cre-gim.net). Les gens peuvent évidemment y assister en personne s'ils le désirent. Une période de questions est prévue pour les citoyens et un point de presse, pour les journalistes qui ont pris l'habitude de suivre ces rencontres avec intérêt. Des communiqués de presse et des vidéos résumés sont également publiés à la fin de chaque rencontre. La Conférence continue également à s'activer sur les médias sociaux et à fournir une revue de presse régionale aux partenaires de développement.

De plus, une ressource en marketing social et territorial travaille à l'interne sur des stratégies efficaces pour bien positionner les différents dossiers de développement coordonnés par la Conférence. Dans une mission où la concertation est dominante, il est impératif de tout mettre en œuvre afin de mobiliser les troupes et de véhiculer des messages clairs, que ce soit vis-à-vis des partenaires de développement ou de la population. Le marketing social permet à la Conférence de mieux « vendre » les idées et les projets qui cherchent à répondre aux besoins des milieux. Le marketing territorial vise surtout à ce que la région se démarque sur différents plans, selon ses forces et ses potentialités. Différentes interventions en marketing social et territorial ont été effectuées en 2013-2014.

Par exemple :

IDÉATION ET MISE EN LIGNE DU RÉSEAU DE VEILLE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (LE RÉ-VEILLE);

ORGANISATION DU RASSEMBLEMENT DES PARTENAIRES SOUS LE THÈME « UNE RÉGION NATURELLEMENT ATTRACTIVE »;

PROMOTION DE « GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE EN MODE SOLUTIONS »;

COMMERCIALISATION DES ZONES D'ACCÈS PUBLIC À INTERNET HAUTE VITESSE SUR LE TERRITOIRE;

ORGANISATION D'UN COLLOQUE SUR LES RESSOURCES NATURELLES ET LE TERRITOIRE SOUS LE THÈME « AVONS-NOUS ATTEINT LES LIMITES DE LA CONCERTATION ? »;

PROMOTION DES JOURNÉES DE LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE SUR LES MÉDIAS SOCIAUX;

ACCOMPAGNEMENT DANS L'OPTIMISATION DE LA PLATE-FORME COLLABORATIVE DU RESSORT;

PRODUCTION ET DIFFUSION DE CONTENUS SUR ESPACETOURISMEDURABLE.COM.

Un projet de marketing territorial a particulièrement fait l'objet d'une vaste démarche de concertation. Il s'agit du développement d'un outil vidéo pour positionner favorablement la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sur le plan socioéconomique. Cet outil, articulé autour de sept thématiques clés, aura pour objectif de faire rayonner notre région auprès des publics que nous souhaitons attirer.

Dans le but de soutenir différents événements, la Conférence a par ailleurs octroyé plus de 21 100 \$ en commandites à des organismes de la région. Une partie du budget a également été remise en bourses d'études, pour encourager la persévérance scolaire.

TABLEAU DES COMMANDITES

TITRE DU DOSSIER	PROMOTEUR	VERSEMENT
TOURNOI DE GOLF DU CERCLE D'AFFAIRES GASPÉSIEN – 2013	CERCLE D'AFFAIRES GASPÉSIEN	1 000 \$
FESTIVITÉS DU 60 ^E DE MURDOCHVILLE	VILLE DE MURDOCHVILLE	2 000 \$
JOURNÉE SAUMON	ASSOCIATION DES PÊCHEURS SPORTIFS DE LA RIVIÈRE BONAVENTURE INC.	500 \$
BOURSES D'EXCELLENCE	CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES	2 200 \$
CONCOURS QUÉBÉCOIS EN ENTREPRENEURIAT 2013	CONCOURS QUÉBÉCOIS EN ENTREPRENEURIAT GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2 000 \$
CAMPAGNE PROMOTIONNELLE DE LA REVUE DES BONS COUPS DE L'ACCESSIBILITÉ MUNICIPALE GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES ACTION CHALEURS (APHAC)	500 \$
PRIX RURALIA-DESJARDINS	SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC	1 000 \$
SOUPER GASTRONOMIQUE GASPÉSIEN 2013	CHAMBRE DE COMMERCE BAIE-DES-CHALEURS	1 000 \$
CONCOURS JE PRENDS MA PLACE 2013	COMMISSION JEUNESSE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	500 \$
FESTIVAL LES SOUFFLEURS DE VERS	CORPORATION MUNICIPALE DE MARIA	1 000 \$
GALA RECONNAISSANCE 2013	CHAMBRE DE COMMERCE MRC BONAVENTURE	1 500 \$
COLLOQUE SUR LA GESTION 2013	RÉSEAU AGRICONSEILS GASPÉSIE-LES ÎLES	1 000 \$
GALA DES THÉODORE	CHAMBRE DE COMMERCE DE LA HAUTE-GASPÉSIE	900 \$
RENDEZ-VOUS DE L'INDUSTRIE DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE	MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1 500 \$
CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES CHASSEURS ET PÊCHEURS – 2014	FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES CHASSEURS ET PÊCHEURS DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2 000 \$
COLLOQUE EN ENTREPRENEURIAT GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2014	CHAMBRE DE COMMERCE BAIE-DES-CHALEURS	2 000 \$
SECONDAIRE EN SPECTACLE 2014	UNITÉ RÉGIONALE LOISIR ET SPORT GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	500 \$

ENTENTES SPÉCIFIQUES DE PARTENARIAT ET DE COLLABORATION

Pour mettre en œuvre sa vision régionale, la Conférence régionale des élus peut conclure des ententes avec le gouvernement du Québec et des partenaires régionaux. Les ententes spécifiques sont signées avec un ministre et visent la modulation de programmes alors que les ententes de partenariat peuvent être signées avec des partenaires gouvernementaux et/ou des organismes du milieu. Les ententes de gestion confient à la CRÉ la responsabilité de gérer un programme, une mesure, sans nécessiter une contrepartie du milieu.

Pour faciliter la lecture de cette section sur les ententes spécifiques, les ministères suivants seront désignés par leur sigle :

CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES – **CALQ**;

COMMISSION JEUNESSE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE – **CJGÎM**;

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE – **MAMROT**;

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION – **MAPAQ**;

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS – **MCC**;

MINISTÈRE DES FINANCES – **MF**;

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT – **MELS**;

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE – **MESS**;

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION – **MIDI**;

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES – **MERN**.

ENTENTE DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE D'ÉTABLISSEMENT DURABLE DES PERSONNES EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2012-2016
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • CRÉGÎM; • CJGÎM; • Emploi Québec GÎM; • MAMOT; • Agence de la santé et des services sociaux GÎM; • MIDI; • Cégep de la Gaspésie et des Îles; • MELS; • Desjardins; • MF.
INVESTISSEMENT TOTAL	1 190 000 \$

BUT	Assurer la croissance démographique et l'occupation dynamique du territoire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître la fierté et le sentiment d'appartenance à la région; • Développer le pouvoir d'attraction de la Gaspésie et des Îles; • Outiller les employeurs dans le développement de leur pouvoir d'attraction et dans leur potentiel de rétention; • Contribuer à l'intégration des nouveaux arrivants dans le milieu.
SOUTIEN FINANCIER	Aide financière aux entrevues

ENTENTE SPÉCIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2013-2016
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • MAMAQ; • MAMOT; • CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	1,3 M\$
BUT	Le Programme de développement du secteur agroalimentaire de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine vise à assurer la pérennité de ce secteur et des entreprises qu'il regroupe dans une perspective de développement durable
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer les projets visant la rentabilité et la productivité des entreprises; • Soutenir le développement des compétences entrepreneuriales; • Soutenir la mise en place d'une culture d'innovation; • Soutenir les projets de développement de transformation agroalimentaire; • Soutenir la diversification de l'offre de produits agroalimentaires régionaux; • Augmenter la productivité des sols par la réalisation de travaux de drainage et de chaulage; • Aider les entreprises agricoles de moins de cinq ans d'existence à passer ce seuil critique; • Faciliter le transfert des entreprises agricoles; • Soutenir le démarrage de nouvelles entreprises agricoles; • Soutenir le démarrage de nouveaux modèles d'entreprises agricoles.
SOUTIEN FINANCIER	Aide financière aux entrevues

ENTENTE SPÉCIFIQUE VISANT L'ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES ET SERVICES RÉGIONAUX POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES AINÉES DANS LA RÉGION DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2007-2013
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • MAMOT; • MFA; • CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	1 190 000 \$
BUT	Adapter les infrastructures et les services régionaux dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région par la mise en commun de ressources financières ou autres
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux, régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté; • Contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer la condition de vie des aînés; • Favoriser la participation sociale des aînés au développement de leur communauté locale et régionale.
SOUTIEN FINANCIER	Fonds pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées

ENTENTE SPÉCIFIQUE POUR L'ADAPTATION RÉGIONALE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES AINÉES DANS LA RÉGION GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2013-2017

DURÉE	2013-2017
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • MESS (Secrétariat des aînés); • MAMOT; • Agence de la santé et des services sociaux GÎM; • Table régionale de concertation des aînés Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine; • CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	1 420 014 \$
BUT	Améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région en soutenant des projets issus des communautés avec le concours des organismes qui y œuvrent.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à la mise en œuvre de la politique Vieillir et vivre ensemble et plus particulièrement à l'application de l'orientation 1 « Vieillir et vivre ensemble : c'est participer dans sa communauté » et l'orientation 3 « Vieillir et vivre ensemble : c'est créer des environnements sains et sécuritaires et accueillants dans sa communauté »; • Contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer les conditions de vie des aînés et, ce faisant, de leur famille et de leurs proches; • Favoriser la contribution des aînés au développement social, économique et culturel de leur communauté locale et régionale; • Assurer une cohérence et une complémentarité des actions en faveur des aînés dans la région visée par la présente entente en favorisant une collaboration et un arrimage avec les acteurs locaux et régionaux.
SOUTIEN FINANCIER	À définir

ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION DES ACTIONS EN ÉCONOMIE SOCIALE EN GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2009-2014
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • MAMOT; • Pôle régional d'économie sociale; • CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	500 000 \$
BUT	Favoriser la structuration du secteur de l'économie sociale en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine par la mise en commun de ressources financières ou autres
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser la concertation, les échanges et le partage d'expériences entre les entreprises d'économie sociale; • Identifier des champs d'activité d'application à l'économie sociale; • Favoriser les échanges d'information entre les entreprises d'économie sociale, les partenaires de soutien et le Pôle; • Connaître la situation de l'économie sociale en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine; • Sensibiliser les acteurs du développement à l'échelle locale, régionale et nationale aux réalités de l'économie sociale; • Consolider la reconnaissance du Pôle à l'échelle locale, régionale et nationale

ENTENTE DE PARTENARIAT RÉGIONAL EN TOURISME DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2012-2015
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • MAMOT; • Ministère du Tourisme; • Association touristique régionale (ATR) Îles-de-la-Madeleine; • Municipalité des Îles-de-la-Madeleine; • CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	240 000 \$
BUT	Associer les partenaires locaux, régionaux et gouvernementaux à la réalisation de priorités en vue de maximiser l'apport de l'industrie touristique à l'économie des Îles-de-la-Madeleine, conformément à la Politique-cadre
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Travailler en étroite collaboration, dans le respect de leurs mandats respectifs, en vue de développer et de renouveler l'offre touristique en région; • Soutenir des projets de nature régionale qui possèdent un caractère structurant et qui contribuent à renouveler l'offre touristique.
SOUTIEN FINANCIER	Fonds touristique des Îles-de-la-Madeleine

ENTENTE DE PARTENARIAT VISANT LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME ALIZÉ

DURÉE	2012-2017
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none">• Municipalité des Îles-de-la-Madeleine;• Caisses Desjardins des Îles;• Commission scolaire des Îles;• Compagnie CTMA;• CRÉGÎM;• URLS.
INVESTISSEMENT TOTAL	500 000 \$
BUT	L'entente vise à mettre en place un programme de soutien aux déplacements des jeunes Madelinots aux différentes compétitions sportives et événements régionaux en loisir et culture qui se déroulent à l'extérieur du territoire des Îles.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none">• Soutenir activement et durablement la participation des jeunes Madelinots aux diverses manifestations sportives, scientifiques et culturelles à caractère régional;• Contribuer à davantage d'équité au bénéfice de ces jeunes par rapport aux autres qui habitent le continent;• Favoriser les échanges et consolider les liens entre les jeunes Madelinots et Gaspésiens en vue de créer chez eux un sentiment d'appartenance et de solidarité à la région.
SOUTIEN FINANCIER	Programme Alizé

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LE CERF DE VIRGINIE

DURÉE	2009-2014
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none">• MERN;• Fondation de la faune du Québec;• Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs - Secteur Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine;• Société des établissements de plein air du Québec;• Association provinciale des trappeurs indépendants - Conseil de la Gaspésie;• CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	1 80 000 \$
BUT	Préciser les engagements des parties pour poursuivre la mise en œuvre du Programme de mise en valeur du cerf de Virginie sur le territoire de la Gaspésie, instauré en 1999.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none">• Constituer un fonds pour exécuter les plans d'intervention prévus pour les cinq prochaines années, dans le cadre du Programme de mise en valeur du cerf de Virginie de la Gaspésie;• Établir les responsabilités des partenaires et les modalités de mise en œuvre des trois volets du Programme de mise en valeur du cerf de Virginie de la Gaspésie, à savoir :<ul style="list-style-type: none">• Contrôle de la prédation par le coyote,• Nourrissage d'urgence lors des hivers difficiles,• Aménagement de l'habitat du cerf de Virginie.

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LE BUREAU DE LA LOGISTIQUE DU TRANSPORT DE LA GÎM

DURÉE	2010-2016
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none">• MF;• MAMOT;• MAPAQ;• CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	360 000 \$
BUT	Préciser les engagements des parties pour la mise en place d'un bureau de logistique du transport. Ce dernier a pour mandat de soutenir les entreprises des divers secteurs industriels et commerciaux de la région dans l'optimisation et la rationalisation de leur chaîne logistique.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none">• Constituer un fonds de 360 000 \$ pour le développement du projet dans sa phase pilote de trois ans;• Établir les responsabilités des partenaires et les modalités de mise en œuvre.

ENTENTE DE PARTENARIAT SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ARTS ET DES LETTRES POUR LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2011-2014
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none">• MCC;• CALQ;• CRÉGÎM;• CJGÎM;• ARRIMAGE;• CCG.
INVESTISSEMENT TOTAL	510 000 \$
BUT	L'entente vise à identifier les engagements de chacune des parties, dans le respect des mesures, des programmes et des normes de gestion qui leur sont applicables, pour assurer l'atteinte des objectifs généraux, de même que des objectifs spécifiques liés à chacun des trois volets suivants : <ul style="list-style-type: none">• VOLET 1 — Soutien aux artistes et écrivains professionnels;• VOLET 2 — Soutien aux organismes artistiques et littéraires professionnels;• VOLET 3 — Soutien à la promotion et à la diffusion de l'entente.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none">• Encourager et soutenir le développement des arts et des lettres en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine;• Favoriser l'émergence d'une pratique artistique et littéraire auprès de la jeune relève âgée de trente-cinq ans et moins;• Consolider des organisations artistiques professionnelles qui ont un impact significatif sur le développement des arts et des lettres dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
SOUTIEN FINANCIER	<ul style="list-style-type: none">• Fonds des arts et des lettres de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (volet 1 — artistes et écrivains);• Fonds des arts et des lettres de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (volet 2 — organismes artistiques professionnels)

ENTENTE DE COLLABORATION EN CONDITION FÉMININE

DURÉE	2011-2014
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • MAMOT; • Table de concertation des groupes de femmes GÎM; • Fonds d'investissement en entrepreneuriat régional pour elles; • Commission scolaire des Chic-Chocs; • Commission scolaire René-Lévesque; • Commission scolaire des Îles; • Commission scolaire Eastern Shores; • Cégep de la Gaspésie et des Îles; • Groupe Collegia; • MELS; • MESS; • MCC; • C.JGÎM; • CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	899 278 \$
BUT	Permettre la mise en œuvre des actions déterminées et évaluées par le Groupe-conseil en condition féminine de la Gaspésie et des Îles. La Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine ainsi que Femmessor GÎM en assurent la gestion et l'opérationnalisation.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Principalement, l'entente vise à diminuer l'écart entre les hommes et les femmes sur les plans socioéconomique et politique. Tous les partenaires se concertent pour : • Viser la parité dans les instances locales et régionales en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine; • Soutenir et accompagner les municipalités en vue de l'implantation d'une politique d'égalité dans les conseils municipaux de la région; • Favoriser la diversification des choix de carrières des filles et des femmes, leur insertion et leur maintien en emploi majoritairement masculin; • Susciter l'intérêt des jeunes de la région et leur participation à la vie démocratique (participation citoyenne) de même que contrer les stéréotypes sexuels et les effets négatifs de la socialisation liés à la division sexuelle des rôles auprès des jeunes filles et des jeunes garçons; • Instaurer une pratique d'analyse différenciée selon les sexes, toujours dans le but de corriger les inégalités entre les hommes et les femmes; • Faire la promotion de l'entrepreneuriat féminin comme outil de création d'emploi et de développement économique de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.
SOUTIEN FINANCIER	<ul style="list-style-type: none"> • Projets novateurs; • Chapeau les Filles!

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN PLACE DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT RAPPROCHÉ AUX ENTREPRISES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (INNOVARE)

DURÉE	2011-2014
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • MF; • MAMOT; • CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	525 000 \$
BUT	Implanter le Service d'accompagnement rapproché aux entreprises et offrir un soutien sur mesure à celles qui possèdent un fort potentiel de croissance et de développement, et ce, de manière à générer des retombées économiques, sociales et environnementales sur le territoire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Constituer un fonds de 525 000 \$ pour l'implantation, le développement et la réalisation du projet sur une période de trois ans; • Accroître la capacité innovante des entreprises à fort potentiel de croissance et de développement.
SOUTIEN FINANCIER	<ul style="list-style-type: none"> • Projets novateurs; • Chapeau les Filles!

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LE SOUTIEN AUX ACTIVITÉS EN PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE ET RÉUSSITE ÉDUCATIVE DE COMPLICE – PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2011-2015
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • Commission scolaire des Chic-Chocs; • Commission scolaire René-Lévesque; • Commission scolaire des Îles; • Commission scolaire Eastern Shores; • MELS; • Emploi-Québec; • Réunir Réussir; • C.JGIM; • CRÉGÎM (fiduciaire).
INVESTISSEMENT TOTAL	1 774 359 \$
BUT	Susciter la mobilisation et soutenir les initiatives qui favorisent l'amélioration de la persévérance scolaire et de la réussite éducative des jeunes de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'arrimage et la cohérence des actions en persévérance scolaire au sein de la région et des MRC; • Agir en priorité sur les conditions de réussite, telles que la participation des parents, l'implication de la communauté, la relation famille-école, l'intensité et la continuité des interventions auprès des jeunes; • Agir en priorité dans les communautés défavorisées où l'accumulation des facteurs de risques chez les jeunes est plus importante; • Favoriser l'émergence d'actions innovatrices et susceptibles de transformer de manière durable les approches locales et régionales; • Outiller la région pour qu'elle évalue avec rigueur les actions soutenues; • Susciter l'engagement des partenaires régionaux et locaux dans les initiatives soutenues (engagements financiers, humains et matériels).
SOUTIEN FINANCIER	Fonds de soutien en persévérance scolaire

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN PLACE DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT RAPPROCHÉ AUX ENTREPRISES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (INNOVARE)

DURÉE	2012-2015
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • Agence de la santé et des services sociaux GÎM; • MESS; • MELS; • MAMOT; • CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	319 614 \$
BUT	L'entente a pour but de préciser l'engagement des parties pour la mise en place du RESSORT. Le RESSORT vise à assurer la mobilisation des partenaires et des ressources afin de soutenir les collectivités locales dans la prise en charge de leur développement social selon les principes de la concertation, du pouvoir d'agir et de la participation citoyenne.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Préciser les responsabilités des partenaires dans la mise en œuvre de l'entente; • Appuyer financièrement la mise en œuvre de l'entente, pour une période de trois ans.

ENTENTE DE PARTENARIAT EN TOURISME DURABLE, VOILETS TOURISME CULTUREL ET PAYSAGES

DURÉE	2013-2015
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • MCC; • CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	155 000 \$
BUT	Cette entente à deux volets vise à soutenir la structuration du secteur du tourisme culturel (soutien de projets innovateurs, partage de ressources et d'expertise) ainsi que la mise en valeur du patrimoine paysager régional (appui aux initiatives régionales dans ce secteur).
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Les objectifs poursuivis découlent notamment de la Politique culturelle régionale, des Politiques-cadre en tourisme durable de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, de la Charte des paysages de la Gaspésie et du Plan d'action en tourisme et culture des Îles-de-la-Madeleine.

ENTENTE DE GESTION : PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET FORESTIER

DURÉE	2013-2015
PARTENAIRE	<ul style="list-style-type: none"> • MFFP
INVESTISSEMENT TOTAL	5 092 259 \$
BUTS	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la coordination des tables locales de gestion intégrée des ressources naturelles et du territoire; • Continuer la coordination des commissions régionales sur les ressources naturelles et du territoire; • Permettre la réalisation de projets de développement régional visant la protection, la mise en valeur et le développement des ressources du milieu forestier. Les ressources auxquelles réfère cet objectif sont : <ul style="list-style-type: none"> - La matière ligneuse et les produits forestiers non ligneux, - Les projets récréotouristiques structurants en milieu forestier se réalisant ou desservant notamment un territoire faunique structuré, - Les projets de gestion intégrée des ressources visant l'harmonisation des volets forêt, faune et territoire.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre l'octroi d'aide financière pour la mise en œuvre de projets visant l'atteinte des objectifs et priorités de développement des ressources naturelles de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
SOUTIEN FINANCIER	<ul style="list-style-type: none"> • Volet projets régionaux; • Volet concertation régionale, recherche et fonctionnement.

ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

DURÉE	2012-2015
PARTENAIRE	MES.
INVESTISSEMENT TOTAL	4 310 918 \$
BUT	L'entente a pour but de convenir des modalités administratives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour laquelle le MESS confie à la CRÉGÎM la mise en place d'une Alliance pour la solidarité dans la région.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Développer, sur le territoire, une stratégie globale et intégrée en favorisant la mobilisation et la concertation de tous les acteurs et en offrant la souplesse nécessaire à une réelle définition du rôle des milieux quant à l'inclusion sociale et économique de tous les citoyens; • Réaliser le plan d'action pour la mise en œuvre de l'Alliance pour la solidarité de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.
SOUTIEN FINANCIER	<ul style="list-style-type: none"> • Actions locales découlant des plans d'action de chaque territoire de MRC; • Fonds Innovation sociale.

CONVENTION DE SUBVENTION – STRATÉGIE D'ACTION JEUNESSE 2009-2014 DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DURÉE	2009-2014
PARTENAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat à la jeunesse; • CJGÎM; • CRÉGÎM.
INVESTISSEMENT TOTAL	2 912 152 \$
BUT	<ul style="list-style-type: none"> • Consolider les forums jeunesse régionaux qui contribuent à la représentation, à la concertation et à la mobilisation des jeunes en région; • Reconduire les fonds régionaux d'investissement jeunesse; • Consolider et développer l'expertise des agents de participation citoyenne des forums jeunesse.
SOUTIEN FINANCIER	Fonds régional d'investissement jeunesse.

ENTENTE DE GESTION – COORDINATION DE LA TABLE DE CONCERTATION RÉGIONALE SUR LES VÉHICULES HORS ROUTE

DURÉE	2013-2015
PARTENAIRE	MTQ.
INVESTISSEMENT TOTAL	120 000 \$
BUT	Compléter le réseau interrégional de sentier pour véhicules hors route visé à l'article 87.1 de la Loi sur les véhicules hors route visé à l'article 87.1 de la Loi sur les véhicules hors route
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir les travaux de concertation VHR aux Îles de la Madeleine; • Réaliser la mise en œuvre et le suivi du diagnostic des sentiers VHR phase II; • Se doter des outils nécessaires permettant d'augmenter la surveillance sur les sentiers; • Encadrer le développement de la motoneige hors piste et de la moto hors piste; • Favoriser l'accessibilité aux villages, aux communautés, aux services connexes et aux attraits touristiques du territoire; • Favoriser l'intégration de VHR à l'offre touristique régionale; • Mettre en place des mesures afin de structurer et de contrôler les activités VHR; • Mettre en place des mesures favorisant le partage des chemins multiusages; • Mettre en place un système de financement durable pour l'entretien et l'aménagement du réseau de sentier VHR; • Faire reconnaître le besoin de fédérer de nouveaux sentiers névralgiques en Gaspésie; • Travailler au développement de sentier alternatif pour les sentiers connaissant des problématiques majeures d'enneigement ou encore liées aux droits de passage.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Le gouvernement du Québec verse à la Conférence régionale des élus le Fonds de développement régional (FDR) qu'elle doit administrer pour le développement de la région.

Ainsi, au cours de la dernière année, 2 667 318 \$ ont été consacrés au financement de plusieurs projets, dont 422 414 \$ dans le volet Projets structurants, 928 825 \$ dans le volet Ententes spécifiques, 444 612 \$ dans le volet Soutien aux organismes de développement, 28 500 \$ dans le volet International et 802 967 \$ pour la réalisation de projets régionaux.

LISTE DES ENGAGEMENTS DU FDR 2013-2014

PROJET ET NOM DU BÉNÉFICIAIRE	VERSEMENT FDR EFFECTUÉ 2013-2014	MONTANT TOTAL ALLOUÉ PAR LE FDR	COÛT TOTAL DU PROJET
PROJETS STRUCTURANTS	422 414 \$		
Fonds de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale – MRC de La Haute-Gaspésie	25 000 \$	125 000 \$	500 000 \$
Soutien à la recherche en GÎM – Fondation de l'Université du Québec à Rimouski	120 000 \$	900 000 \$	2 150 000 \$
Produire la santé ensemble - Association coopérative de consommation de Percé	20 000 \$	60 000 \$	571 282 \$
Ressource en entrepreneuriat scolaire en Haute-Gaspésie 2012-2014 - Carrefour jeunesse-emploi de La Haute-Gaspésie	10 000 \$	40 000 \$	241 523 \$
Créneau ACCORD Ressources, sciences et technologies marines 2012-2015- Association québécoise de l'industrie de la pêche	16 430 \$	50 372 \$	400 744 \$
Bancs d'essais dans une optique de gestion intégrée face aux enjeux de l'érosion côtière - Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine	3 250 \$	8 750 \$	153 339 \$
Fonctionnement du Centre d'avalanche de La Haute-Gaspésie	30 000 \$	30 000 \$	250 000 \$
Stratégie de valorisation de la formation professionnelle et technique 2012-2015 COMPLICE - Persévérance scolaire	5 000 \$	15 000 \$	150 000 \$
Action jeunesse structurante en participation citoyenne 2012-2015- Commission jeunesse Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25 000 \$	50 000 \$	165 000 \$

LISTE DES ENGAGEMENTS DU FDR 2013-2014

PROJET ET NOM DU BÉNÉFICIAIRE	VERSEMENT FDR EFFECTUÉ 2013-2014	MONTANT TOTAL ALLOUÉ PAR LE FDR	COÛT TOTAL DU PROJET
PROJETS STRUCTURANTS (suite)	422 414 \$		
Action jeunesse structurante en participation citoyenne 2012-2015- Commission jeunesse Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25 000 \$	50 000 \$	165 000 \$
Projet de relocalisation et de restructuration du Centre de Récupération Ré-Utiles- Centre de récupération Ré-Utiles inc. (Ressourcerie)	30 000 \$	30 000 \$	564 806 \$
Mission commerciale dans le secteur des TIC de la GÎM - GÎMEXPORT	5 000 \$	5 000 \$	71 000 \$
Évaluation des surcoûts en région éloignée- Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM)	32 400 \$	32 400 \$	92 400 \$
Laboratoire rural agroforesterie et paysage- Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé	52 000 \$	52 000 \$	285 000 \$
Le festival Livesque - Centre régional de services aux bibliothèques publiques de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25 000 \$	25 000 \$	139 150 \$
Plan Stratégique- Virage E-commerce et solution d'affaires en ligne- Fédération des gestionnaires de rivières à saumon du Québec inc.	23 334 \$	70 000 \$	860 400 \$

LISTE DES ENGAGEMENTS DU FDR 2013-2014

PROJET ET NOM DU BÉNÉFICIAIRE	VERSEMENT FDR EFFECTUÉ 2013-2014	MONTANT TOTAL ALLOUÉ PAR LE FDR	COÛT TOTAL DU PROJET
ENTENTES SPÉCIFIQUES ET DE PARTENARIAT	928 825 \$		
Adaptation régional pour l'amélioration des conditions de vie des aînés dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine - CRÉ de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	100 000 \$	400 000 \$	1 420 000 \$
Programme de développement du secteur agroalimentaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (PDSAGÎM) CRÉ de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	150 000 \$	450 000 \$	1 350 000 \$
Soutien aux déplacements des jeunes Madelinots aux diverses compétitions sportives et événements régionaux de loisirs- Le Regroupement Loisir des Îles	10 000 \$	50 000 \$	300 000 \$
Entente de partenariat arts et lettres (2011-2014)- CRÉ de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	50 000 \$	150 000 \$	510 000 \$
Service d'accompagnement rapproché aux entreprises de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine- INNOVARE CRÉ de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	75 000 \$	225 000 \$	525 000 \$
Entente de collaboration en condition féminine (2011-2014)- Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles	48 825 \$	145 000 \$	868 678 \$
Coordination et mise en œuvre de la stratégie d'établissement durable des personnes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine 2012-2018- CRÉ de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	300 000 \$	1 068 425 \$	3 897 849 \$
Soutien aux activités en persévérance scolaire et réussite éducative de COMPLICE - CRÉ de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	20 000 \$	80 000 \$	1 774 359 \$
Réseau des partenaires en développement des collectivités (RESSORT) - CRÉ de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25 000 \$	75 000 \$	369 614 \$
Entente de partenariat en tourisme durable GÎM volet tourisme culturel et paysage 2013-2015 - CRÉ de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	50 000 \$	100 000 \$	155 000 \$
Fonds de transport collectif régional -Régie intermunicipale de transport	100 000 \$	100 000 \$	2 200 000 \$

LISTE DES ENGAGEMENTS DU FDR 2013-2014

PROJET ET NOM DU BÉNÉFICIAIRE	VERSEMENT FDR EFFECTUÉ 2013-2014	MONTANT TOTAL ALLOUÉ PAR LE FDR	COÛT TOTAL DU PROJET
VOLET INTERNATIONAL	28 500 \$		
Programme de mission au Salon de la filière pêche INTECHMER ACPG INNOVATIONS	2 500 \$	2 500 \$	13 504 \$
COSMARINE : Ingrédients et cosmétiques marins (Appui – FFQCD) Centre de recherche sur les biotechnologies marines	1 000 \$	7 000 \$	46 500 \$
Accord Vendée, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine- Conseil général de la Vendée et CRÉ de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
SOUTIEN AUX ORGANISMES DE DÉVELOPPEMENT	444 612 \$		\$
Commission jeunesse Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	50 000 \$	50 000 \$	183 656 \$
GÎMEXPORT	75 000 \$	75 000 \$	706 500 \$
TechnoCentre éolien Gaspésie-Les Îles	75 000 \$	75 000 \$	1 925 717 \$
Table de concertation agroalimentaire	75 000 \$	75 000 \$	962 486 \$
SODIM	50 000 \$	50 000 \$	256 000 \$
Technocentre des technologies de l'information et des communications (TCTIC)	50 000 \$	50 000 \$	459 000 \$
Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	69 612 \$	92 816 \$	92 816 \$

LISTE DES ENGAGEMENTS DU FDR 2013-2014

PROJET ET NOM DU BÉNÉFICIAIRE	VERSEMENT FDR EFFECTUÉ 2013-2014	MONTANT TOTAL ALLOUÉ PAR LE FDR	COÛT TOTAL DU PROJET
PROJETS RÉGIONAUX	770 300 \$		
Mise en œuvre de la Stratégie d'intervention en tourisme durable Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	85 000 \$	290 626 \$	3 248 387 \$
Région numérique -CRÉ de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
Plan quinquennal de développement 2013-2018 CRÉ de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	47 769 \$	45 000 \$	45 000 \$
Stratégie régionale en recherche et innovation- CRÉ de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Plateforme de promotion et d'information- CRÉ de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	57 000 \$	57 000 \$	155 000 \$
Mise à jour de l'état de situation des ports pour petits bateaux GIM - CRÉ de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7 448 \$	7 448 \$	7 448 \$
Innovation et recherche dans le domaine des pêches et de l'aquaculture	148 083 \$	210 926 \$	1 577 735 \$
Fonds des événements culturels GÎM 2013-2014	100 000 \$	100 000 \$	1 136 275 \$
Fonds aux initiatives en tourisme durable - CRÉ de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	250 000 \$	250 000 \$	
	2 594 651 \$	5 625 263 \$	30 881 168 \$

LES MEMBRES

LE BUREAU DE DIRECTION

M. DANIEL CÔTÉ
PRÉSIDENT

M. JONATHAN LAPIERRE
VICE-PRÉSIDENT

M. JEAN-NOËL SERGERIE
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MRC D'AVIGNON	M. Guy Gallant, préfet d'Avignon; M. Denis Henry, maire de Carleton-sur-Mer; M. David Leblanc, représentant de la société civile.
MRC DE BONAVENTURE	M. Jean-Guy Poirier, préfet de Bonaventure; M. Éric Dubé, maire de New Richmond; M. Berthold Gagné, représentant de la société civile.
MRC DE LA HAUTE-GASPÉSIE	M. Allen Cormier, préfet de La Haute-Gaspésie; M ^{me} Micheline Pelletier, mairesse de Sainte-Anne-des-Monts; M. Jean-Noël Sergerie, secrétaire-trésorier et représentant de la société civile.
MRC DE LA CÔTE-DE-GASPÉ	M ^{me} Délicsa Roussy, préfète de La Côte-de-Gaspé; M. Daniel Côté, président et maire de Gaspé; M ^{me} Aline Smith, représentante de la société civile.
MRC DU ROCHER-PERCÉ	M ^{me} Diane Lebouthillier, préfète du Rocher-Percé; M ^{me} Louise Langlois, mairesse de Chandler; M. Aurèle Doucet, représentant de la société civile.
MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M. Jonathan Lapierre, vice-président et maire de la Municipalité des Îles; M. Jean-Mathieu Poirier, conseiller municipal; M. Arthur Miousse, représentant de la société civile.

LE PERSONNEL

DIRECTION, COORDINATION ET ADMINISTRATION

GILBERT SCANTLAND, DIRECTEUR GÉNÉRAL

CHRISTINE BLANCHETTE, COORDONNATRICE DES OPÉRATIONS

JOSIANE MICHAUD, COORDONNATRICE DES OPÉRATIONS

KAROLINE MORRIS, COORDONNATRICE DE L'ADMINISTRATION

GENEVIÈVE MILOT, AGENTE ADMINISTRATIVE

LOUISE LAPOINTE, TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION

SYLVIE GONTHIER, TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION

MARIE-ÈVE LANGLOIS, TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION

DIANE JALBERT, SECRÉTAIRE

GUYLAINE POIRIER, SECRÉTAIRE

HÉLÈNE LAFLAMME, SECRÉTAIRE

COMMUNICATIONS ET MARKETING

EVE DUPRÉ-GILBERT, AGENTE EN MARKETING SOCIAL ET TERRITORIAL

SONIA LANDRY, RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS ET DES RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

AMANDINE CHAPELLE, RÉGION NUMÉRIQUE, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

ANNIE LEPAGE, MILIEU FAUNIQUE ET COORDINATION DES TABLES GIRT

BENOÎT BAZINET, MOBILITÉ DURABLE, INFRASTRUCTURES ET SERVICES PUBLICS

CAROLINE LECLERC, PÊCHES, AQUACULTURE, BIOALIMENTAIRE ET SOUTIEN AUX ORGANISMES DE DÉVELOPPEMENT

CLAUDE RICHARD, AGENT TERRITORIAL AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE

GAËTANNE MAUGER, SOLIDARITÉ ET INCLUSION SOCIALE

JEAN-MICHEL LANDRY, CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES AINÉES

JÉRÔME FOURNIER, SECTEUR FORESTIER

MARC-OLIVIER MASSÉ, RESSOURCES NATURELLES ET TERRITOIRE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

MARIO LANDRY, COORDINATION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET FORESTIER

MATHIEU LEBLANC, RÉCRÉOTOURISME ET COORDINATION DES TABLES GIRT

VINCENT LANDRY, TOURISME DURABLE ET CULTURE

YVES BRIAND, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT/RESSOURCES NATURELLES ET TERRITOIRE

MANDATS SPÉCIAUX

COMMISSION JEUNESSE

ANNIE ROBICHAUD, COORDINATION

CATHERINE MIOUSSE, COMMUNICATIONS ET PARTICIPATION CITOYENNE

CLAUDE CYR, DÉVELOPPEMENT

SANDRA MCNEIL, COMMUNICATIONS ET PARTICIPATION CITOYENNE

COMPLICE – PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE

LOUIS-FRANÇOIS BÉLANGER,
COORDONNATEUR

INNOVARE

LISE HARRISSON, COORDONNATRICE

MICHEL PARADIS, CONSEILLER AUX ENTREPRISES

PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE

GENEVIÈVE GAGNÉ, COORDONNATRICE

RÉSEAU SOLIDAIRE POUR LE RAYONNEMENT DES TERRITOIRES (RESSORT)

JULIE LACASSE, COORDONNATRICE

STRATÉGIE D'ÉTABLISSEMENT DURABLE

DANIK O'CONNOR, COORDONNATEUR

JULIE JOMPHE, AGENTE DE LIAISON

JULIE RUEST, AGENTE DE COMMUNICATION

**Conférence Régionale des Élus
de la Gaspésie et
des Îles-de-la-Madeleine
États financiers consolidés
au 31 mars 2014**

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
Résultats consolidés	4
Évolution de l'actif net consolidé	5
Flux de trésorerie consolidés	6
Situation financière consolidée	7
Notes complémentaires	8 - 21
Annexes consolidées	26



Raymond Chabot
Grant Thornton

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de
Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Raymond Chabot Grant Thornton

S.E.N.C.R.L.

9-1, rue Adams

Gaspé (Québec) G4X 1E5

Téléphone : 418 368-5576

Télécopieur : 418 368-6942

www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de l'organisme Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, qui comprennent l'état de la situation financière consolidée au 31 mars 2014 et les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine au 31 mars 2014 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

B. J. H. T. T. C., ssc

Gaspé
Le 18 juin 2014

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Résultats consolidés

pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	<u>Budget</u>	<u>2014</u> <u>Réel</u>	<u>2013</u> <u>Réel</u>
	\$	\$	\$
Produits			
Apports			
Subventions du gouvernement du Québec			
Fonctionnement	1 550 000	1 550 000	1 550 000
Investissement (Annexe A)	3 185 000	2 156 790	2 613 465
Mandats et projets spéciaux (Annexe B)	7 203 405	7 478 390	9 918 315
Autres (Annexe C)	316 389	217 873	351 368
	<u>12 254 794</u>	<u>11 403 053</u>	<u>14 433 148</u>
Charges			
Subventions du gouvernement du Québec -			
Investissement (Annexe D)	3 185 000	2 156 790	2 613 465
Instances démocratiques (Annexe E)	145 000	145 439	144 781
Rémunération du personnel (Annexe F)	1 160 914	1 204 064	1 097 267
Administration générale (Annexe G)	548 109	504 594	582 937
Mandats et projets spéciaux (Annexe H)	7 203 405	7 455 681	9 918 315
	<u>12 242 428</u>	<u>11 466 568</u>	<u>14 356 765</u>
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	<u>12 366</u>	<u>(63 515)</u>	<u>76 383</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Évolution de l'actif net consolidé

pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014		2013	
	Investi en Immo- bilisations	Investi en placements	Budget	Non affecté Réal
	Total	Total	Total	Total
Solde au début	\$ 190 035	\$ 107 128	\$ 460 254	\$ 681 034
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(66 953)		3 438	76 383
Affectation d'origine interne	21 139		(21 139)	
Solde à la fin	144 221	107 128	442 553	757 417

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Flux de trésorerie consolidés

pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(63 515)	76 383
Éléments hors caisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	66 350	70 693
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	603	173
Variation nette d'éléments du fonds de roulement (note 3)	<u>444 261</u>	<u>542 198</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>447 699</u>	<u>689 447</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Immobilisations corporelles	(21 888)	(38 936)
Cession d'immobilisations corporelles	<u>750</u>	<u>100</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(21 138)</u>	<u>(38 836)</u>
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Variation nette du dépôt à terme et flux de trésorerie liés aux activités de placement	<u>150 000</u>	<u>150 000</u>
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	576 561	800 611
Encaisse au début	<u>5 103 874</u>	<u>4 303 263</u>
Encaisse à la fin	<u>5 680 435</u>	<u>5 103 874</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Situation financière consolidée

au 31 mars 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
ACTIF		
Court terme		
Encaisse	5 680 435	5 103 874
Dépot à terme échu au cours de l'exercice		150 000
Comptes clients et autres créances (note 4)	1 141 989	1 815 564
Frais payés d'avance	1 199	1 474
	<u>6 823 623</u>	<u>7 070 912</u>
Long terme		
Placements (note 5)	107 128	107 128
Immobilisations corporelles (note 6)	144 221	190 035
	<u>7 074 972</u>	<u>7 368 075</u>
PASSIF		
Court terme		
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement (note 7)	599 806	1 113 479
Long terme		
Apports reportés afférents aux opérations courantes (note 8)	5 781 264	5 497 179
	<u>6 381 070</u>	<u>6 610 658</u>
ACTIF NET		
Non affecté	442 553	460 254
Investi en placements	107 128	107 128
investi en immobilisations	144 221	190 035
	<u>693 902</u>	<u>757 417</u>
	<u>7 074 972</u>	<u>7 368 075</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil,

Administrateur

Administrateur

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

1 - STATUTS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'organisme est constitué en vertu de la Loi sur le ministère du Développement économique régional et de la Recherche (Québec). Il est reconnu à titre de personne morale de droit public. Il est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'organisme regroupe des élus municipaux et des représentants de la société civile. Il voit à assurer la concertation des intervenants régionaux, le suivi et la mise en oeuvre de la planification stratégique régionale ainsi que la coordination et le suivi des actions et des programmes de développement sur le territoire.

L'organisme est reconnu par le gouvernement du Québec comme l'instance régionale représentative de la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine en matière de développement régional. Il gère les fonds de développement régional, ainsi que d'autres fonds attribués par le gouvernement de même que diverses ententes spécifiques.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers consolidés de l'organisme sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public contenues dans le *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. L'organisme a choisi d'appliquer les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270 du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers consolidés, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Principes de consolidation

Ces états financiers incluent les comptes de l'organisme et de sa filiale, Fonds d'aide à l'entreprise.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

L'organisme comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsque, il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués au coût ou au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

L'organisme détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, l'annulation de toute réévaluation nette est présentée dans l'état des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes de l'actif net.

Revenus d'encadrement

Les produits tirés d'encadrement sont constatés à la condition qu'un accord existe entre les parties, que la prestation des services soit achevée, que les honoraires soient déterminés ou déterminables et que le recouvrement soit raisonnablement assuré.

Produits de placements

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits de placements incluent les produits d'intérêts.

Les produits d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Revenus de location

L'organisme constate les revenus de location à court terme lors de la prestation du service au client, que le montant est déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût. Lorsque l'organisme reçoit des apports sous forme d'immobilisations corporelles, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport.

Amortissements

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes, les taux annuels et la période qui suivent :

	<u>Méthodes</u>	<u>Taux et période</u>
Améliorations locatives	Linéaire	7 ans
Équipement informatique	Dégressif	30 %
Mobilier et agencements	Dégressif	20 %
Logiciels	Dégressif	30 %
Photocopieur	Dégressif	20 %
Site Web	Dégressif	30 %

Réduction de valeur

Lorsque l'organisme constate qu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de la valeur comptable nette de l'immobilisation corporelle sur sa valeur résiduelle est comptabilisé en charges à l'état des résultats.

3 - INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Comptes clients et autres créances	673 575	320 418
Frais payés d'avance	275	
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement	(513 674)	652 312
Apports reportés afférents aux opérations courantes	284 085	(430 532)
	<u>444 261</u>	<u>542 198</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

4 - COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Partenaires (a)	388 583	465 384
Subventions gouvernementales à recevoir	564 783	564 611
Intérêts courus		87
Corporation du Chemin de Fer de la Gaspésie, sans intrêt	992	992
Fonds régional d'assistance à la prospection minière, sans intérêt	116 453	116 453
Avance au Transport collectif, sans intérêt	2 744	609 199
Employés	8 411	8 225
Taxes à la consommation	60 023	50 613
	<u>1 141 989</u>	<u>1 815 564</u>

(a) Au 31 mars 2014, un partenaire représente 70 % du total des partenaires (76 % au 31 mars 2013).

5 - PLACEMENTS

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
1 action du Fonds d'aide à l'entreprise	1	1
51 875 actions de catégorie «E» de Les produits et services Pimo inc.	1	1
12 000 actions de catégorie «G» de Les produits Tapp inc.	12 000	12 000
60 125 actions de catégorie «H» de 9023-7645 Québec inc.	60 125	60 125
35 000 actions de catégorie «I» de 9047-9007 Québec inc.	35 000	35 000
79 000 actions de catégorie «G» de Société de recherche Surgicure inc.	1	1
	<u>107 128</u>	<u>107 128</u>

6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>2014</u>		<u>2013</u>	
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Améliorations locatives	306 356	254 749	51 607	85 497
Équipement informatique	240 285	203 643	36 642	38 916
Mobilier et agencements	218 123	177 635	40 488	44 777
Logiciels	50 904	44 524	6 380	8 550
Photocopieur	1 899	1 887	12	15
Site Web	26 477	17 385	9 092	12 278
	<u>844 044</u>	<u>699 823</u>	<u>144 221</u>	<u>190 033</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

7 - COMPTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES DE FONCTIONNEMENT

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Comptes fournisseurs	353 014	862 147
Salaires à payer	140 816	144 599
Charges sociales à payer	105 976	106 733
	<u>599 806</u>	<u>1 113 479</u>

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES

Les apports reportés afférents aux opérations courantes représentent des subventions du gouvernement provincial destinées à couvrir les charges des différents projets du prochain exercice.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Fonds d'interventions régionales		
Solde au début et à la fin	56 670	56 670
Fonds d'aide à l'entreprise - capital		
Solde de début		41 778
Transfert au projet - Stratégie d'établissement durable		(41 778)
Solde à la fin		
Fonds d'investissement Jeunesse		
Solde au début		151 647
Transfert au projet - Stratégie d'établissement durable		(151 647)
Solde à la fin		
Ministère des affaires municipales		
Solde au début et à la fin	2 397	2 397
Table des aînés		
Solde au début	58 842	36 704
Montant encaissé	81 500	137 305
Montant constaté aux résultats	(110 990)	(115 167)
Solde à la fin	29 352	58 842
Fonds de développement régional		
Solde au début	315 571	479 036
Montant encaissé	3 990 243	2 450 000
Montant constaté aux résultats	(2 157 134)	(2 613 465)
Solde à la fin	2 148 680	315 571

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	2014	2013
	\$	\$
Forum jeunesse, Fonds jeunesse René-Lévesque et Fonds régional d'investissement jeunesse		
Solde au début	855 910	662 428
Montant encaissé	585 506	977 783
Montant constaté aux résultats	<u>(619 432)</u>	<u>(784 301)</u>
Solde à la fin	<u>821 984</u>	<u>855 910</u>
Fonds de soutien au développement culturel (MCC et Jeunesse)		
Solde au début	50 573	38 241
Transfert au projet - Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		(12 500)
Montant encaissé	75 000	120 000
Montant constaté aux résultats	<u>(83 110)</u>	<u>(95 168)</u>
Solde à la fin	<u>42 463</u>	<u>50 573</u>
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier		
Solde au début	939 971	805 348
Montant encaissé	5 719	2 951 615
Montant constaté aux résultats	<u>(587 982)</u>	<u>(2 816 992)</u>
Solde à la fin	<u>357 708</u>	<u>939 971</u>
Fonds de support à la diversification économique (MAMOT)		
Solde au début	65 803	119 575
Montant encaissé	193 410	117 000
Montant constaté aux résultats	<u>(212 304)</u>	<u>(170 772)</u>
Solde à la fin	<u>46 909</u>	<u>65 803</u>
Table de concertation régionale des véhicules hors route		
Solde au début	5 466	23 843
Montant encaissé	38 000	(2 000)
Montant constaté aux résultats	<u>(25 019)</u>	<u>(16 377)</u>
Solde à la fin	<u>18 447</u>	<u>5 466</u>
Entente en économie sociale		
Solde au début	88 220	10 206
Montant encaissé	143 920	141 498
Montant constaté aux résultats	<u>(122 431)</u>	<u>(63 484)</u>
Solde à la fin	<u>109 709</u>	<u>88 220</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Fonds d'urgence pour réparation de chemins et sentiers forestiers		
Solde au début	15 727	2 046 872
Montant encaissé	1	1 169 714
Montant constaté aux résultats	<u>(15 728)</u>	<u>(3 200 859)</u>
Solde à la fin	..... 15 727	..... 15 727
Certification forestière		
Solde au début		50 000
Montant encaissé	30 000	655
Montant constaté aux résultats		<u>(50 655)</u>
Solde à la fin	..... 30 000	.....
Fondation communautaire de la Gaspésie		
Solde au début et à la fin	..... 41 848	..... 41 848
Participation régionale à la mise en valeur des forêts		
Solde au début et à la fin	..... 7 157	..... 7 157
Activités de l'international		
Solde au début et à la fin	..... 75 409	..... 75 409
Entente immigration participation jeunesse		
Solde au début	13 880	
Transfert au projet - Entente spécifique à l'immigration	(13 880)	
Montant encaissé		27 880
Montant constaté aux résultats		<u>(14 000)</u>
Solde à la fin	..... 13 880	..... 13 880
Programme régional de développement agro-alimentaire		
Solde au début	166 704	324 954
Montant constaté aux résultats	<u>(75 407)</u>	<u>(158 250)</u>
Solde à la fin	..... 91 297	..... 166 704
Engagement jeunesse		
Solde au début	43 270	90 533
Ajustement au solde d'ouverture	(6 000)	
Montant encaissé		(5 000)
Montant constaté aux résultats	<u>(4 322)</u>	<u>(42 263)</u>
Solde à la fin	..... 32 948	..... 43 270

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	2014	2013
	\$	\$
Entente de collaboration lutte contre la pauvreté		
Solde au début	261 160	324 399
Transfert au projet - Alliance pour la solidarité		(36 052)
Transfert au projet - Réseau des partenaires en développement des collectivités (RESSORT)	(198 735)	258 000
Montant encaissé		126 469
Montant constaté aux résultats	<u>(62 425)</u>	<u>(153 656)</u>
Solde à la fin	.....	.....
Alliance pour la solidarité		
Solde au début	1 614 414	
Transfert du projet - Entente de collaboration lutte contre la pauvreté		36 052
Montant encaissé	1 089 230	1 695 519
Montant constaté aux résultats	<u>(1 890 604)</u>	<u>(117 157)</u>
Solde à la fin	.....	.....
Entente sur les conditions de vie des aînés		
Solde au début	179 738	306 454
Montant encaissé	29 750	238 000
Montant constaté aux résultats	<u>(127 473)</u>	<u>(364 716)</u>
Solde à la fin	.....	.....
Entente sur les conditions de vie des aînés (2013-2017)		
Montant encaissé	85 000	
Montant constaté aux résultats	<u>(14 103)</u>	
Solde à la fin	.....
Entente spécifique en immigration		
Solde au début	52 114	70 339
Transfert projet - entente participation immigration jeunesse	13 880	
Montant encaissé	19 356	103 709
Montant constaté aux résultats	<u>(56 024)</u>	<u>(121 934)</u>
Solde à la fin	.....	.....
Entente arts et lettres participation jeunesse		
Solde au début	30 000	
Montant encaissé		70 000
Montant constaté aux résultats		<u>(40 000)</u>
Solde à la fin	.....	.....

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
Notes complémentaires
 au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Entente arts et lettres participation autre		
Montant encaissé et solde à la fin	<u>10 000</u>	<u> </u>
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiresource		
Solde au début	4 802	4 749
Montant encaissé	53	53
Montant constaté aux résultats		
Solde à la fin	<u>4 855</u>	<u>4 802</u>
Bureau de logistique des transports		
Solde au début	108 455	
Montant encaissé		115 934
Montant constaté aux résultats	<u>(42 221)</u>	<u>(7 479)</u>
Solde à la fin	<u>66 234</u>	<u>108 455</u>
Innovare		
Solde au début	58 241	122 239
Montant encaissé	135 501	53 656
Montant constaté aux résultats	<u>(128 798)</u>	<u>(117 654)</u>
Solde à la fin	<u>64 944</u>	<u>58 241</u>
Entente spécifique Fonds de Soutien aux événements culturels		
Solde au début	1 385	34 885
Montant encaissé		3 000
Montant constaté aux résultats	<u>(1 728)</u>	<u>(36 500)</u>
Reclasser aux comptes clients	343	
Solde à la fin	<u> </u>	<u>1 385</u>
Complice		
Solde au début	139 809	
Montant encaissé	610 619	407 725
Montant constaté aux résultats	<u>(476 935)</u>	<u>(267 916)</u>
Solde à la fin	<u>273 493</u>	<u>139 809</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	2014	2013
	\$	\$
Stratégie d'établissement durable		
Solde au début	148 528	
Ajustement au solde d'ouverture	(1 451)	
Transfert des projets - Fonds d'aide à l'entreprise - capital et Fonds d'investissement Jeunesse		193 425
Montant encaissé	558 486	10 743
Montant constaté aux résultats	(618 535)	(55 640)
Solde à la fin	<u>87 028</u>	<u>148 528</u>
Réseau des partenaires en développement des collectivités (RESSORT)		
Solde au début	90 115	
Transfert du projet - entente de collaboration lutte contre la pauvreté	198 735	
Montant encaissé	18 115	141 496
Montant constaté aux résultats	(126 187)	(51 381)
Solde à la fin	<u>180 778</u>	<u>90 115</u>
Partenaires - Services partagés en technologie de l'information et des communications		
Solde au début	1 875	
Montant encaissé	3 750	16 875
Montant constaté aux résultats	(8 750)	(15 000)
Transfert du solde au compte à recevoir	3 125	
Solde à la fin	<u>3 125</u>	<u>1 875</u>
Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		
Solde au début	3 125	
Transfert du projet Fonds de soutien au développement culturel (MCC et Jeunesse)		12 500
Montant encaissé		12 500
Montant constaté aux résultats	(3 125)	(21 875)
Solde à la fin	<u>3 125</u>	<u>3 125</u>
Programme de développement régional et forestier (PDRF)		
Ajustement du solde (C/R)	1 800	
Montant encaissé	1 896 191	
Montant constaté aux résultats	(1 742 315)	
Solde à la fin	<u>155 676</u>	

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

8 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Stratégie régionale en recherche innovation		
Montant encaissé	30 000	
Montant constaté aux résultats	(38 456)	
Transfert du solde au compte à recevoir	8 456	
Solde de fin	<u>5 781 264</u>	<u>5 497 179</u>

9 - FONDS D'INTERVENTIONS RÉGIONALES

Dans le Fonds d'interventions régionales, le conseil avait autorisé des projets pour 14 707 553 \$ au 31 mars 2007; de ce montant, aucun déboursé n'a été effectué en 2014, 2013 et 2012. De plus, un montant de 56 670 \$ constitue un solde engagé mais non déboursé au 31 mars 2014, 2013 et 2012.

10 - FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Fonds de gestion, institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration financière est confiée au ministère. Ce fonds a pour but d'appuyer les initiatives de développement régional. Le déboursé est effectué directement par la Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine à partir de son compte courant, sous réserve des crédits disponibles.

Au 31 mars 2014, les engagements et les déboursés cumulatifs en vertu de ce fonds, se détaillent comme suit :

	<u>Engagements</u>	<u>Déboursés</u>
	\$	\$
Fonds conjoncturel régional (de 1998 à 2003)	2 553 361	2 548 524
Stratégie de diversification économique (de 1998 à 2003)	1 440 677	1 420 726
Projets structurants (depuis 2004)	8 433 573	7 968 547
Études et recherches (depuis 2004)	808 619	712 538
Ententes spécifiques et de partenariat (depuis 1998)	9 670 543	9 105 752
Soutien aux organismes de développement	2 566 392	2 274 380
Fonds de modulation	50 000	50 000
Volet international	274 376	283 006
Fonds régionaux d'intervention	786 000	695 390
Projets régionaux	1 772 701	1 180 485
	<u>28 356 242</u>	<u>26 239 348</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

10 - FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2014, les engagements ont été les suivants:

	Budget	Engagements
	\$	\$
Projets structurants	750 000	422 414
Ententes spécifiques et de partenariat	1 510 000	928 825
Support aux organismes de développement	400 000	444 612
Volet international	25 000	28 500
Projets régionaux	500 000	770 300
	<u>3 185 000</u>	<u>2 594 651</u>

11 - FONDS RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT JEUNESSE

Dans le Fonds régional d'investissement jeunesse, le conseil avait autorisé des projets pour 5 198 019 \$ au 31 mars 2014 et 2013; un montant de 4 926 648 \$ a été déboursé au 31 mars 2013 (4 604 995 \$ au 31 mars 2013).

12 - PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ACCESSIBILITÉ AUX TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT À VOCATION FAUNIQUE ET MULTIRESSOURCE

Des projets pour un montant de 1 967 742 \$ ont été autorisés au 31 mars 2014; de ce montant, 1 964 889 \$ ont été déboursés au 31 mars 2014.

13 - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET FORESTIER (PDRF)

Des projets pour un montant de 2 196 287 \$ ont été autorisés au 31 mars 2014, de ce montant 1 286 407 \$ ont été déboursés. Les dépenses totales pour le programme s'élèvent à 1 812 289 \$ au 31 mars 2014.

14 - BUDGET 2014

Les chiffres qui apparaissent dans la colonne "Budget 2014" à l'état des résultats ont été fournis par l'organisme et sont présentés pour fins d'information seulement.

15 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement, de placement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, procédures et pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les moyens que l'organisme utilise pour gérer chacun des risques financiers sont décrits dans les paragraphes qui suivent:

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

15 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. L'organisme a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les comptes à recevoir de partenaires, les subventions à recevoir et les autres comptes à recevoir d'autres organismes et employés étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour l'organisme.

Le solde des comptes à recevoir de partenaires, les subventions à recevoir et les autres comptes à recevoir d'autres organismes et employés est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de l'organisme aux créances douteuses n'est pas importante.

Le risque de crédit relatif à l'encaisse et au dépôt à terme est considéré comme négligeable puisqu'ils sont détenus dans une institution financière reconnue dont la notation externe de crédit est de bonne qualité.

Risque de marché

Les instruments financiers de l'organisme l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de taux d'intérêt :

– Risque de taux d'intérêt :

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable.

Les autres actifs et passifs financiers de l'organisme ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de l'organisme est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que l'organisme dispose de sources de financement de montant autorisé suffisant. L'organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2014

15 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Valeur comptable des actifs et des passifs financiers par catégories

Les actifs et passifs financiers de l'organisme, totalisant respectivement 6 762 401 \$ et 493 830 \$ (7 018 825 \$ et 1 006 746 \$ au 31 mars 2013), ont tous été classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût après amortissement.

16 - ENGAGEMENTS

L'organisme est engagé par un contrat de location d'un photocopieur échéant en janvier 2017, à verser une somme de 23 958 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 7 986 \$ en 2015, 2016 et 2017.

De plus, l'organisme est engagé par un contrat de location de locaux échéant en septembre 2015, à verser une somme de 3 547 \$. Le paiement minimum exigible pour le prochain exercice s'élève à 3 547 \$ en 2015.

En plus, l'organisme est engagé par un contrat de location d'une timbreuse échéant en juillet 2016, à verser une somme de 750 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 500 \$ en 2015 et 250 \$ en 2016.

Finalement, l'organisme est engagé par un contrat de location d'un local échéant en septembre 2016, à verser une somme de 116 982 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 77 988 \$ en 2015 et 38 994 \$ en 2016.

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Annexes consolidées
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
ANNEXE A - Produits - Subventions du Gouvernement du Québec - Investissement			
Fonds de développement régional			
Fonds régionaux d'intervention			223 074
Plate-forme de promotion		37 272	
Volet International	25 000	19 454	23 150
Innovation et recherche pêche		62 174	
Support aux organismes de développement	400 000	222 500	505 093
Projets structurants	750 000	574 254	718 669
Politique cadre en tourisme durable		125 180	73 878
Région numérique		62 176	63 691
Plan quinquennal		73 244	24 525
Projets à caractère régionaux	500 000	37 425	32 559
Ententes spécifiques	1 510 000	943 111	948 826
	3 185 000	2 156 790	2 613 465
ANNEXE B - Produits - Mandats et projets spéciaux			
Fonds régional Investissement Jeunesse	474 711	326 690	503 358
Forum jeunesse	275 742	262 867	263 094
Fonds jeunesse René-Lévesque	10 000	29 875	17 849
Réseau des partenaires en développement des collectivités (RESSORT)	140 117	126 187	51 381
Table des aînés	154 200	110 990	115 167
Entente de collaboration lutte à la pauvreté	261 159	62 424	153 656
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiressource	4 802		
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier		587 982	2 756 513
Administration			60 479
Cerf de Virginie	20 000	9 150	19 100
Certification foresterie			50 655
Fonds de soutien au développement culturel (MCC)	50 573	83 110	95 168
Fonds de support à la diversification économique (MAMOT)	225 000	212 304	170 772
Entente en économie sociale	138 218	122 431	63 484
Alliance pour solidarité	2 873 944	1 890 603	117 157
Société du chemin de fer Gaspésie		14 472	106 570
Commission des Ressources naturelles et du territoire		139 590	666 787
Revenus Réseau collectif		4 030	
Ressources naturelles alternatives			(192)
Transport collectif		4 951	90 663
Table de concertation régionale des véhicules hors route	45 466	25 019	16 377
Partenaires - Services partagés en technologie de l'information et des communications	15 625	8 750	15 000
Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers	15 727	15 728	3 200 859
Mobilité durable			
Éolien communautaire		110 625	37 217
Stratégie d'établissement durable	1 073 169	618 535	55 640

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Annexes consolidées
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Subvention condition féminine	39 000	39 000	30 000
Programme régional de développement agro-alimentaire	166 704	75 407	158 250
Forum Innovation	16 400		6 165
Engagement jeunesse	43 270	4 322	42 263
Entente sur les conditions de vie des aînés (2013-2017)		14 103	
Entente sur les conditions de vie des aînés	179 738	127 473	364 716
Entente spécifique en immigration		56 024	121 934
Bureau de logistique des transports	108 455	42 221	7 479
Mentorat	15 000	11 127	20 104
Innovare	180 000	128 798	117 654
Complice	625 000	466 435	267 916
Entente spécifique Fonds de Soutien aux événements culturels	1 385	1 728	36 500
Programme régional de développement forestier		1 742 314	
Entente immigration participation jeunesse			14 000
Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		3 125	21 875
Entente arts et lettres participation jeunesse	35 000		40 000
Entente arts et lettres autres partenaires	15 000		15 000
Table Éducation et Formation Emploi			27 705
	7 203 405	7 478 390	9 918 315
ANNEXE C - Produits - autres			
Intérêts	22 000	25 307	36 006
Encadrement Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier			27 000
Encadrement Aînés	5 000	5 000	3 000
Encadrement Stratégie d'établissement durable	18 335	21 330	15 950
Encadrement Forum jeunesse	12 000	12 000	6 000
Encadrement Commissions des Ressources Naturelles et du territoire			100 000
Encadrement Programme de développement régional et forestier (PDRF)	100 000	70 000	
Encadrement Réseau des partenaires en développement des collectivités	11 224	6 885	8 502
Encadrement Table de concertation régionale des véhicules hors route	2 000	2 000	2 000
Encadrement Fonds de diversification économique (MAMOT)	3 000	6 590	3 000
Encadrement Alliance pour la solidarité	15 000	15 000	16 350
Encadrement Engagement jeunesse			1 000
Encadrement Entente sur les conditions de vie des aînés	15 000	15 000	
Encadrement Entente spécifique en immigration			4 500
Encadrement Société du chemin de fer de la Gaspésie	4 000		8 420
Encadrement Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers			13 686
Encadrement Entente en économie sociale	14 575	6 080	8 502
Encadrement Transport collectif	40 000		40 000
Encadrement Bureau de logistique des Transports	5 000		5 000

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Annexes consolidées
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Revenus de location - Réseau des partenaires en développement des collectivités (RESSORT)		3 180	3 180
Encadrement Éolien communautaire	3 000		3 427
Encadrement Table Éducation et Formation Emploi			554
Encadrement Complice	17 755	7 320	14 575
Revenus de location - Complice		3 180	3 180
Revenus de location - Stratégie d'établissement durable	13 500	2 385	
Revenus Réseau Collectif			
Recouvrement de dépenses			5 403
Revenus divers	15 000	16 616	22 133
	316 389	217 873	351 368
ANNEXE D - Charges - Subvention du Gouvernement du Québec - Investissements			
Fonds de développement régional			
Fonds régionaux d'intervention			223 074
Volet International	25 000	19 454	23 150
Support aux organismes de développement	400 000	222 500	505 093
Projets structurants	750 000	574 254	718 669
Politique cadre en tourisme durable		125 180	73 878
Région numérique		62 176	63 691
Plateforme de promotion		37 272	
Plan quinquennal		73 244	24 525
Projets à caractère régionaux	500 000	99 599	32 559
Ententes spécifiques	1 510 000	943 111	948 826
	3 185 000	2 156 790	2 613 465
ANNEXE E - Charges - Instances démocratiques			
Déplacements	80 000	78 769	81 636
Réunions	25 000	28 170	25 570
Allocation versée aux élus	40 000	38 500	37 575
	145 000	145 439	144 781
ANNEXE F - Charges - Rémunération du personnel			
Salaires	959 433	990 856	908 858
Charges sociales	201 481	213 208	188 409
	1 160 914	1 204 064	1 097 267

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Annexes consolidées
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	Budget	2014 Réel	2013 Réel
	\$	\$	\$
ANNEXE G - Charges - Administration générale			
Frais des locaux			
Charges locatives	126 000	132 585	125 435
Taxes, assurances et permis	6 500	6 007	5 760
Amortissements des immobilisations corporelles	70 000	66 350	70 693
Communications	7 000	9 125	6 839
Déplacements	80 000	69 000	82 600
Frais de bureau			
Fournitures de bureau	8 000	5 667	7 876
Poste et messagerie	6 000	5 117	5 493
Location d'équipement	500	1 719	107
Informatique et équipements	3 500	2 677	3 292
Entretien ménager des locaux	6 500	5 546	5 663
Entretien du matériel de bureau	2 000	666	2 083
Télécommunications	30 000	30 926	36 820
Publicité			
Publicité et commandites	35 000	21 803	40 898
Documents et abonnements	1 500	934	3 212
Frais de reprographie	10 000	10 172	10 076
Formation	11 609	6 868	16 039
Cotisations	9 000	829	8 702
Frais de recrutement	1 000	1 358	4 877
Honoraires professionnels	25 000	22 142	35 296
Frais juridiques	1 000	81	376
Frais comptables	8 500	8 169	8 062
Services informatiques	98 000	96 031	95 884
Frais des projets			5 403
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles		603	173
Frais bancaires et administration	1 500	219	1 278
	548 109	504 594	582 937
ANNEXE H - Charges - Mandats et projets spéciaux			
Fonds régional Investissement Jeunesse	474 711	326 690	503 358
Forum jeunesse	275 742	262 867	263 094
Fonds jeunesse René-Lévesque	10 000	29 875	17 849
Revenu des partenaires en développement des collectivités (RESSORT)	140 117	126 187	51 381
Table des aînés	154 200	110 990	115 167
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier		554 883	2 756 513
Administration			
Salaires et charges sociales			55 202
Volet II (autres dépenses)			5 277
Cerf de virginie	20 000	9 150	19 100
Certification forestière			50 655
Fonds de soutien au développement culturel (MCC)	50 573	83 110	95 168
Mobilité durable			

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Annexes consolidées
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014		2013
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Fonds de support à la diversification économique (MAMOT)	225 000	212 304	170 772
Éolien communautaire		110 625	37 217
PRDF (4500)		1 741 930	
Société du chemin de fer Gaspésie		14 472	106 570
Commission des Ressources naturelles et du territoire		139 591	666 787
Ressources naturelles alternatives			(192)
Transport collectif		4 951	90 663
Table de concertation régionale des véhicules hors route	45 466	25 019	16 377
Partenaires - Services partagés en technologie de l'information et des communications	15 625	8 750	15 000
Entente de collaboration lutte contre la pauvreté	261 159	62 425	153 656
Alliance pour solidarité	2 873 944	1 890 604	117 157
Entente en économie sociale	138 218	122 431	63 484
Stratégie d'établissement durable	1 073 169	618 535	55 640
Programme régional de développement agro-alimentaire	166 704	75 407	158 250
Condition féminine	39 000	39 000	30 000
Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers	15 727	15 728	3 200 859
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiressource	4 802		
Forum Innovation	16 400		6 165
Engagement jeunesse	43 270	4 322	42 263
Entente sur les conditions de vie des aînés (2013-2017)		14 103	
Entente sur les conditions de vie des aînés	179 738	127 473	364 716
Entente spécifique en immigration		56 024	121 934
Mentorat	15 000	11 127	20 104
Bureau de logistique des transports	108 455	42 221	7 479
Innovare	180 000	128 797	117 654
Instance Régionale de Mobilisation pour l'amélioration des conditions de réussite des jeunes Gaspésiens et Madelinots	625 000	476 936	267 916
Entente spécifique Fonds de Soutiens aux événements culturels	1 385	1 728	36 500
Entente Immigration participation jeunesse			14 000
Stratégie régionale en recherche et innovation			
Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		3 125	21 875
Entente arts et lettres participation jeunesse	35 000		40 000
Réseau collectif		4 030	
Fonds Québec en forme		271	
Entente arts et lettres autres partenaires	15 000		15 000
Table Éducation et Formation Emploi			27 705
	7 203 405	7 455 681	9 918 315



CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Mobiliser • Soutenir • Développer

153-2, rue de la Reine, Gaspé (Québec) G4X 1T5
TÉLÉPHONE : 418 368-6171 ou 1 800 463-6178 | TÉLÉCOPIEUR : 418 368-6052
www.cre-gim.net | cre-gim@cre-gim.net
